

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# Les IDÉES COLONIALES de JULES FERRY

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 5 Décembre 1933, à 2 heures*

PAR

MARTIN ALDAO

---

|      |   |                                                 |                         |
|------|---|-------------------------------------------------|-------------------------|
| JURY | { | <i>Président : M. Roger PICARD, professeur.</i> |                         |
|      |   | <i>Suffragants</i> {                            | MM. PERREAU<br>AFTALION |



PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>  
160, Rue Saint-Jacques

—  
1933



**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# Les IDÉES COLONIALES de JULES FERRY

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 5 Décembre 1933, à 2 heures*

PAR

MARTIN ALDAO

---

|      |   |                                                 |                           |                      |
|------|---|-------------------------------------------------|---------------------------|----------------------|
| JURY | { | <i>Président : M. Roger PICARD, professeur.</i> |                           |                      |
|      |   | <i>Suffragants</i>                              | { MM. PERREAU<br>AFTALION | { <i>Professeurs</i> |



PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>  
160, Rue Saint-Jacques

—  
1933



## INTRODUCTION

---

Avant d'étudier le milieu politique où évolua Jules Ferry et quelles furent ses idées en matière coloniale, il nous semble utile de connaître l'influence que sa propre vie et les événements historiques auxquels il assista exercèrent sur l'homme d'Etat. Nous nous proposons par conséquent dans cette introduction de retracer brièvement sa biographie et de le situer ainsi dans le cadre historique où il vécut.

A Saint-Dié, près de la place où une statue a été élevée à sa mémoire, se trouve sa maison natale. Les sommets de l'Ormont et du Brézouard qui se dessinent au loin semblent protéger la petite ville, accentuant encore son caractère provincial. Décor simple, reposant, où même les rumeurs politiques arrivent en retard et comme étouffées. Certes si le petit Jules, collégien appliqué qui rentrait le soir pour se remettre au travail, fût resté à Saint-Dié, son destin eût été tout autre. Sa santé délicate ne faisait pas pressentir sa robustesse future. Son éducation religieuse ne laissait pas prévoir l'impiété des lois dont il serait plus tard l'auteur. Cependant son caractère résolu et entêté de Vosgien le portait à l'affranchissement.

Le père de Jules Ferry, qui occupait alors une place éminent au barreau, avait dû se retirer de la vie active à cause de violentes douleurs de tête dont il était victime. Attristé de se voir désœuvré à la force de l'âge, il déplore l'excessive jeunesse de son fils qu'il destinait à lui succéder. Sa confiance dans les capacités de Jules le décida

vers 1846 à quitter Saint-Dié et à s'établir à Strasbourg. Il hésitait à se rendre tout de suite à Paris, car il attendait d'une part les promesses de son fils et d'autre part son orgueil vosgien l'empêchait d'abandonner la place de conseiller municipal qui lui avait été conférée. A Strasbourg, le jeune homme terminait ses études au moment de la révolution de 1848. La chute de Louis Philippe qui n'avait pas ému le parti clérical et la proclamation de la II<sup>e</sup> République qui suscita de grands espoirs chez les libéraux, de même que tous les événements de Paris, à savoir : l'attentat des clubs entre l'assemblée, la fermeture des ateliers nationaux, la décision des gardes de secourir Paris menacé, l'envoi à l'Assemblée Législative des députés de Strasbourg coiffés du bonnet phrygien, marquèrent l'esprit de Jules Ferry qui se passionnait à la lecture du journal « Le Siècle » et discutait avec ses camarades toutes les questions politiques.

Le caractère du grand homme d'Etat s'est formé selon l'affirmation de son frère, d'après les événements de 1848. Son sentiment de l'ordre et sa répugnance au bouleversement prématuré de l'organisme social datent de cette époque. Après avoir terminé son baccalauréat, il commença ses études de droit. En 1850, ayant rompu avec la religion, malgré les vifs reproches de sa sœur Adèle, sûr de lui-même et confiant dans son destin, il suit son père à Paris.

A Paris, le coup d'Etat de 1851 émeut profondément Jules Ferry. Le spectacle d'une Assemblée divisée où les royalistes étaient en lutte contre les républicains, la suppression réclamée par le prince Louis Napoléon de la loi du 31 mai sur la limitation du suffrage universel, suppression qu'on lui refusa, devait nécessairement rejeter l'opinion populaire du côté de celui qui aspirait à la dictature.

Cependant le père de Jules Ferry qui, à l'annonce de fusillades rue du Temple et sur la place de l'Hôtel de Ville, s'indignait et se lamentait en disant : « Nous aurons l'Empire sans la gloire », inspira au jeune homme la haine de cette dictature.

Nous laisserons de côté la vie privée de Jules Ferry de 1851 jusqu'au déclin de l'Empire. Son amitié avec Emile Olivier, son amour pour Blandine, sœur de Cosima Wagner, sentiments qui furent pour beaucoup dans son désir de réussite, de même que son voyage à Constantinople où il rencontra Gambetta, venu comme lui pour plaider une affaire, sont en marge de notre étude.

Ce n'est qu'à son retour de Constantinople que l'heure de conquérir un siège et une tribune sonne pour Jules Ferry. Le sentiment de la liberté éveillé par Gambetta s'empara de l'opinion publique. Cochin, candidat de la droite et Guérault, candidat de l'opposition démocratique sont battus. 15.725 voix élisent Jules Ferry député. Il signe une profession de foi digne des radicaux et que lui-même plus tard, trouvera excessive.

Ayant abordé la tribune, il ne sera plus qu'orateur. Il renonce à écrire, estimant que polir ses idées nuit à leur éclat.

A la chute de l'Empire, Jules Ferry est un des principaux membres du Gouvernement de la défense nationale. Député de Paris, il vit des jours glorieux. Le peuple l'acclame. Mais bientôt des heures tragiques s'abattent sur lui. Ses amis occupent les postes les plus en vue. Jules Ferry se contente du titre de délégué de la Préfecture de la Seine.

Puis c'est le siège de la ville, avec son cortège de misères et de souffrances. Inlassable, Jules Ferry pourvoit

aux approvisionnements de Paris. Le peuple lui reproche le manque de charbon et de viande, le pain noir, « le pain Ferrý » comme on l'appelle. Cependant les obus pleuvaient sur Paris. L'idée de la capitulation devenait insupportable. Jules Ferry attendait pour lui une bombe libératrice.

Le 31 octobre 1870, lorsque l'Hôtel de Ville est envahi par une foule excitée à l'annonce de la capitulation de Metz et de l'échec de l'attaque du Bourget, Jules Ferry est particulièrement menacé, car il s'obstine dans la résistance. Son frère Charles, averti de la situation obtient qu'un bataillon de la garde nationale se porte à l'Hôtel de Ville au secours du gouvernement. Au milieu d'une indescriptible cohue, Jules Ferry réussit à suivre son frère et à quitter la place. Pendant la nuit, à la tête de dix bataillons, le délégué revient à l'Hôtel de Ville et réussit à faire évacuer par les insurgés le palais municipal sans effusion de sang.

Cependant deux mois après, le 22 janvier 1871, comme le siège se prolongeait et que la population était à bout, le sang coula. Jules Ferry s'étant absenté pour une réunion du conseil, trouva en rentrant à l'Hôtel de Ville, la place assiégée.

Au milieu des balles, il se fraya un passage ; les hommes tombaient autour de lui. Les insurgés devant des forces supérieures s'éclipsèrent. L'armistice fut signé le 28 janvier et les Allemands tinrent à défiler dans les Champs Elysées.

Le résultat de ces événements fut l'insurrection du 18 mars. Jules Ferry y joua un rôle héroïque. Il tient debout alors que tout s'effondre autour de lui. M. Thiers s'éloigne de Paris avec l'intention d'y rentrer ensuite. Jules Ferry ne quitte pas son poste ; mais comme Thiers

et le ministre de l'Intérieur donnaient l'ordre du transfert des troupes à l'Hôtel de Ville, Charles Ferry proposa à son frère de se faire tuer tous deux par les insurgés. Jules, pressentant que son rôle n'était pas fini, se décida à fuir à la mairie de Saint-Germain l'Auxerrois après une protestation télégraphique à ceux qui l'avaient privé de défense. Désormais toute résistance était vaine ; la foule criait : « A bas Ferry ! A mort Ferry ! » Cris hostiles qu'il entendra encore après l'affaire Lang-Son. Pendant ce temps l'incendie allumé par les insurgés éclaire la rue de Rivoli et la fusillade se répercute sur les quais.

Après le cauchemar de ces tristes journées, Thiers l'envoie à Athènes comme ministre plénipotentiaire pour soutenir les intérêts français en Orient. Jules Ferry espérait y oublier ce qu'il appelait les « neuf mois d'outrages » et aussi le spectacle de l'Assemblée nationale incohérente et désorganisée qui espérait rétablir la monarchie. Cependant l'absence le tourmente ; il lui semble que ses électeurs vosgiens réclament leur nouveau conseiller municipal de Saint-Dié. Il revient à Paris en 1873, alors que Mac-Mahon élu par les monarchistes a remplacé Thiers. Il sent, lui, qui avait cherché le calme et l'oubli « au milieu des grandes ruines et de la grande mer », que l'action le réclame. Il est prêt à reprendre la lutte au Parlement pour la discussion annoncée sur les changements constitutionnels.

Impopulaire à Paris après les épreuves du siège, il se fait élire dans les Vosges, son pays natal. Il est nommé le 10 Février 1876 et réélu lors des élections de 1877 après la dissolution de la Chambre .

Dès sa rentrée au Parlement, Jules Ferry prend une part active aux débats de cette assemblée, en majorité réactionnaire. La gauche est subjuguée par la logique âpre

du Vosgien, mais la droite ne perd pas l'occasion de lui manifester son hostilité. Jules Ferry attaque toutes les mesures par lesquelles le Gouvernement de Mac Mahon s'efforce de restreindre les libertés reconquises.

Le 16 Mai il est parmi les plus fougueux adversaires de ceux qui ont préconisé la dissolution de la Chambre.

Lorsque le Maréchal abandonna la présidence, le Ministère Weddington comprenait Jules Ferry à l'Instruction Publique.

Pendant ce temps, il a épousé Eugénie Risler, jeune fille appartenant à une vieille famille Alsacienne : le bonheur le plus parfait est réservé au nouveau couple.

Tout en poursuivant sa tâche, il respire l'air natal et se sent plus que jamais le fils du terroir.

Nous arrivons maintenant au problème de l'éducation du peuple que Jules Ferry mûrissait depuis longtemps dans son cerveau. D'après ses propres mots « du moment que le peuple vote, la connaissance lui est due... l'instruction est un moyen de former des élites ». Cependant offrir au peuple une égale possibilité d'acquérir la connaissance signifiait détacher l'instruction de la religion et du dogme. Une lutte acharnée s'engagea entre les partisans de l'ancien état de choses, grâce auquel le clergé jouissait de privilèges dans le domaine de l'enseignement, et ceux qui voulaient au contraire l'indépendance de l'instruction.

Jules Ferry élimine les archevêques, les pasteurs et le rabbin qui composaient le Conseil supérieur de l'Instruction Publique. Le parti des Evêques protesta ainsi que les grandes influences sociales. Le ministre, grâce à son éloquence, fit passer la réforme. On modifia la composition des Conseils académiques, puis celle des conseils départementaux, aussi bien que celle du Conseil Supérieur.

La lettre d'obédience qui, accordée par les supérieurs, permettait d'enseigner sans justifier d'un autre titre universitaire, fut remplacée par le brevet de capacité. L'Etat se réserva la collation des grades en délivrant un diplôme à la suite d'un examen. Ces deux réformes coûtèrent à Jules Ferry de véritables batailles parlementaires.

Enfin, après avoir fait triompher le principe de la liberté et celui de la gratuité, le tribun voulut imposer le principe de la laïcité. L'art. 7 de la nouvelle loi, exigeant que l'on appartienne à une congrégation autorisée pour que l'on puisse diriger un établissement public ou privé et y donner l'enseignement, fut accepté par la Chambre après avoir mis en opposition la droite et la gauche. Il se heurta cependant à la résistance invincible du Sénat.

Les conséquences du rejet de cet article furent l'expulsion des ordres rebelles. Parmi les catholiques, l'attitude de Jules Ferry suscita la réprobation générale.

Dans l'œuvre du grand homme d'Etat, la dernière étape est constituée par sa politique coloniale. C'est celle qui nous intéresse tout particulièrement.

Au cours de sa première présidence du conseil, Jules Ferry organisa l'expédition de Tunisie. On exploita contre lui les événements du Sud Oranais et du Sud Tunisien. Les élections législatives pour le renouvellement de la Chambre lui furent défavorables. Il s'en alla malgré le vote d'un ordre du jour de la Chambre par lequel celle-ci approuvait le traité conclu avec le Bey de Tunis. Elle justifiait ainsi sa politique Tunisienne et cela grâce à Gambetta qui s'opposait aux attaques de Clémenceau. De trop sensibles différences de races et de tempérament séparaient le vosgien et le grand orateur méridional. Gambetta, président du Conseil, malgré la vieille amitié qui l'unissait à

Jules Ferry, ne le prit pas dans son Ministère. La revanche, toutefois, ne se fit pas attendre longtemps : deux mois après, le « grand ministère » s'effondrait. Un an plus tard Gambetta était mort et Jules Ferry, à Cahors, faisait son éloge funèbre.

Quand on étudie l'œuvre coloniale de Jules Ferry, on peut se demander si, en la réalisant, il était inspiré par une idée préconçue. Il semble plutôt que les événements qui se produisirent au fur et à mesure de sa marche le guidèrent dans ses entreprises. Véritable homme d'Etat, il sut tirer profit de tous les hasards (1) qui se présentèrent à lui.

Les affaires coloniales, à cette époque, étaient transmises à l'état d'ébauche. La Tunisie, le Congo, le Soudan, Madagascar, le Tonkin et l'Annam représentaient des établissements déjà créés, des droits à faire valoir et contestés bien souvent.

Les nations européennes allaient se partager les territoires qui étaient encore à prendre ; même un petit Etat comme la Belgique, grâce à Léopold II, se rendait souveraine du Congo.

L'habileté de Jules Ferry consista à encourager des explorateurs comme Savorgnan de Brazza et à organiser des expéditions comme celle de Tunisie, pays qu'il ne voulait à aucun prix laisser à d'autres. Cet immense territoire fut soumis à la forme du protectorat, moins offensant pour la population et moins coûteux pour la métropole.

Nous verrons au cours de notre ouvrage les résistances qu'il eut à vaincre : l'opposition à la Chambre était menée par Clémenceau et au Sénat par le Duc de Broglie. Mada-

(1) Cf. Ce passage du discours prononcé par Jules Ferry le 26 novembre 1884, à la Chambre des Députés, reproduit plus loin, p.

gascon ne fut ajoutée à l'empire colonial français qu'après la mort de Jules Ferry, c'est-à-dire en 1896.

Le Tonkin le préoccupait davantage. Il ne négligea rien pour faire valoir les titres acquis depuis 1841 et déjouer les convoitises anglaises.

La Tunisie procura à Jules Ferry, par suite des nombreux combats parlementaires qu'il eut à livrer, plus de soucis que la conquête même de ce grand pays.

De même que lors de l'entreprise tunisienne le prétexte invoqué était la nécessité de sauvegarder l'Algérie, la pénétration de quelques troupes françaises à travers le delta du Fleuve Rouge, trouva son motif dans l'obligation d'assurer le sort de la Cochinchine, cédée à la France par l'empereur Tu-Duc, sous Napoléon III. La Chine protesta contre le traité conclu en 1874 sous le ministère du duc de Broglie par lequel Tu-Duc acceptait la protection de la France. Des bandes de pavillons noirs pillaient et rançonnaient les protégés français. Francis Garnier et le Commandant Rivière y succombèrent.

Devant ces faits, la Chambre, tout en accordant les crédits, manifestait une opposition grandissante contre les expéditions lointaines. Ici nous pouvons reproduire le langage que tint Jules Ferry à cette occasion, langage prophétique à bien des points de vue : « Il s'agit de l'avenir de 50 ans ou de 100 ans, de l'avenir même de la patrie, de ce qui sera l'héritage de nos enfants ».

Le reproche qu'on lui fit fut de ne pas avoir mis le Parlement au courant de ces négociations et de réclamer incessamment de nouveaux crédits et de nouvelles troupes, ce sans justification. Mais ne risquait-il pas de tout compromettre en dévoilant à une Assemblée agitée les secrets desseins de sa diplomatie ?

Jules Ferry avait donné sa parole à l'intermédiaire (anglais) qui avait négocié en secret, de ne pas ébruiter la nouvelle de l'accord avant qu'elle ne fût rendue officielle par le Tsong-li-Yamen.

L'opposition eut un prétexte pour attaquer Jules Ferry à la publication du télégramme de Brière de l'Isle annonçant qu'il avait fallu évacuer précipitamment Lang-Son. Cela produisit l'effet d'une bombe.

Malgré les nouvelles plus rassurantes du lendemain, l'opinion publique, chauffée à blanc par la presse, s'ameuta. La gauche et le centre lâchèrent le ministre responsable de ce désastre. Jules Ferry demeura silencieux. Il savait que la Chine accédait aux demandes françaises, que le Traité allait être signé. Fallait-il abandonner le fruit de tant d'efforts ? A cette dernière séance où il livra sa dernière bataille politique, il gravit la Tribune au milieu du silence de ses partisans et des clameurs de ses adversaires. Il osa demander de nouveaux crédits pour faire face aux difficultés nouvelles. Que lui ou un autre demeurât au pouvoir peu importait, pourvu qu'une politique énergique l'emportât. Clémenceau, avec autant de cruauté que de talent, puis Delafosse, de Cassagnac et enfin Ribot avec tristesse et dignité, lui assénèrent des coups si rudes qu'il se rendit compte de la vanité de toute résistance.

Le lendemain même de cette lamentable journée, les représentants de Tsong-li-Yamen télégraphiaient qu'ils étaient prêts à signer. Jules Ferry, non encore remplacé, laissa l'honneur de consacrer son œuvre à un collaborateur, M. Billot, tandis que des bandes parcourant les rues de la capitale, criaient : « A bas Ferry ! A mort le Tonkinois ! »

Mais l'essentiel fut le vote de la Chambre accordant les crédits du Tonkin. La paix avec la Chine assurait cette possession à la France. L'œuvre de Jules Ferry était sauvée.

Cependant la presse de l'opposition continue contre lui une campagne perfide. Jules Ferry garde le silence. Il laisse les ministères se succéder. Il ne se préoccupe que de défendre, suivant ses moyens, une politique tolérante. La République ne doit rien abandonner de ses conquêtes et de ses principes, tout en s'ouvrant aux hommes de bonne volonté.

C'est le boulangisme qui entraîna de nouveau Jules Ferry dans l'arène politique. A propos des crédits de Madagascar, il se décida à reprendre la parole, opprimé par son long silence. Il fit un magistral exposé de sa politique coloniale, exposé qui, malgré l'aversion des meneurs, s'imposa à la Chambre. Puis quand Boulanger, protégé des radicaux, forgé par Clémenceau qui voyait en lui « le seul général républicain », se mit à agiter la France, Jules Ferry n'hésita pas à engager à fond une campagne contre ce général de coup d'Etat. Ses anciens adversaires se dressèrent contre lui, augmentés de quelques nouveaux, parmi lesquels était Déroulède. L'Allemagne prenait un ton menaçant.

Il se produisit une véritable émeute lorsque le Président Grevy, ayant donné sa démission à la suite d'un scandale où se trouvait compromis son gendre, Jules Ferry fut candidat à la Présidence de la République. Son élection eut déchaîné la guerre civile, sans compter les risques d'un assassinat.

Ce risque, Jules Ferry, mu comme toujours par le sentiment du devoir, l'acceptait. D'ailleurs il en avait comme le pressentiment. Quelques jours, après, dans la Salle des

Pas Perdue au Palais Bourbon un fou déchargeait sur lui son revolver. Cependant il ne mourut pas. Sa blessure n'était pas grave et la lutte continua. Jules Ferry voyait clair dans le jeu du général halluciné et il déploya contre lui une âpreté sans bassesse. Les élections de 1889 marquèrent la fin du Boulangisme et coûtèrent à Ferry son siège de député dans son pays natal. Ses amis l'abandonnaient. L'épreuve la plus inattendue, la plus amère !

Cependant il eut plus d'une fois pendant les dernières années de sa vie l'occasion de sentir autour de lui du respect et de l'admiration. A l'inauguration du monument élevé à Gambetta, il entendit toute une jeunesse lui crier : Vive Ferry ! En Tunisie, son train se croisant avec celui qui ramenait du désert une caravane de ministres, il vit aux portières des têtes qui se découvraient à son passage. Même sur le terrain politique, il vit poindre un début de réparation. Il entra au Sénat. Peu de temps après, le 24 Février 1893, le Président Royer ayant démissionné, le Sénat appela Jules Ferry à la Présidence. Il y prononça le plus beau et le plus noble de ses discours en faisant appel à l'union de tous les Français et à la réconciliation nationale.

Le 16 Mars, après avoir travaillé jusqu'à 11 heures du soir, il fut pris d'une crise cardiaque. Le lendemain à 6 heures du soir, il n'existait plus.

Ainsi finit Jules Ferry, trop tôt pour son pays et pour sa propre gloire. Son élection triomphale à la présidence du Sénat réparait son échec immérité à la présidence de la République. Les plus hautes destinées lui étaient réservées. Mais un sort cruel et jaloux le frappa là encore, comme il le sera au lendemain de Lang-Son.

L'histoire, la grande réparatrice, lui a rendu justice depuis longtemps, et ce, dans tous les domaines. Pour rester sur celui-là seul qui doit nous intéresser : le domaine colonial, l'étude que nous avons entreprise nous a conduits à notre tour à constater que c'est avec raison que son nom doit être placé au fronton de l'édifice colonial de la France, parmi ses plus grands serviteurs, à côté du Cardinal de Richelieu et de Colbert.

L'histoire, qui a déjà rendu justice à Jules Ferry, la lui rendra, si cela est encore possible, chaque jour davantage, car, ainsi qu'il s'écriait un jour à la Chambre des Députés, à peine entendu et encore moins compris de ses collègues : « Il s'agit de l'avenir de 50 ans ou de 100 ans, de l'avenir même de la patrie, de ce qui sera l'héritage de nos enfants ».

Nous nous sommes attachés au cours de ce travail, suivant en cela les précieuses indications de M. le Professeur René Maunier, à ne mettre en lumière que le côté purement doctrinal de l'œuvre coloniale de Jules Ferry. L'intérêt historique et parfois anecdotique de ce que nous avons eu à étudier pourra peut-être s'en ressentir. Mais, si nous avons pu faire ressortir comme nous le voulions les idées de ce grand homme et celles du milieu social dans lequel il se trouvait, nous aurons atteint le modeste but que nous poursuivions.

Ce travail a été divisé en deux parties :

La première a été consacrée à l'étude du *milieu*, dans lequel a évolué Jules Ferry. Cela a été en quelque sorte le « cadre intellectuel » (1) de son action coloniale. Cette première partie comporte trois chapitres consacrés respecti-

(1) Expression même de M. le Professeur Maunier.

vement aux idées ayant cours dans le milieu économique, politique et international dans lequel il agissait.

La seconde partie de notre travail, qui est purement de doctrines coloniales comporte quatre chapitres :

*Chapitre IV* : Les idées coloniales de l'Ancien Régime.

*Chapitre V* : Les atteintes au système de « l'exclusif » et sa disparition sous Napoléon III.

*Chapitre VI* : Les conceptions politiques de Jules Ferry en matière de colonisation.

*Chapitre VII* : Les conceptions économiques de Jules Ferry.

Enfin dans notre *Conclusion* nous nous sommes efforcés de dégager ce qu'il y avait de durable et de définitif dans les idées coloniales de Jules Ferry, telles qu'il les a transmises à ses successeurs.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### LE MILIEU

---

Le milieu dans lequel va évoluer Jules Ferry est, nous l'avons dit, la première chose que nous aurons à étudier avant de chercher à fixer quelles ont été ses idées en matière coloniale.

Ce milieu sera étudié à un triple point de vue : économique, politique et enfin international. Cela fera pour cette première partie trois chapitres différents.



## CHAPITRE PREMIER

---

### Le milieu économique

---

Nous savons que depuis le traité Franco-Anglais, signé le 23 janvier 1860, la France était devenue libre-échangiste. Toute l'Europe avait d'ailleurs suivi ce mouvement ; le Zollverein allemand même avait dû signer des traités de commerce avec la France, la Grande-Bretagne et d'autres États encore.

Au lendemain de la guerre de 1870, les affaires continueront sur le même rythme, mais elles ne tarderont pas à être influencées par les courants nouveaux qui vont se manifester. Les États-Unis jusque là libres-échangistes, s'avisent de vouloir protéger leurs industries naissantes et naturellement par des barrières douanières. L'Empire Allemand de toute fraîche date, puisque c'était le 18 Janvier 1871 que Guillaume 1<sup>er</sup> avait été proclamé Empereur à Versailles, voulait aussi manifester sa force sur le terrain économique. De là était sortie sa conversion du bimétallisme au monométallisme or.

L'Allemagne du coup laissera voir son vrai visage en revenant au protectionisme. Enfin, brochant sur le tout, survient la chute de l'argent métal, monnaie appréciée depuis 1862. La conséquence naturelle sera une hausse de l'or qui devient l'étalon des valeurs et par corrélation entraînera la baisse des prix des marchandises. D'ailleurs,

les statistiques et graphiques nous montrent que la période qui va de 1875 à 1900 se caractérise par la baisse des prix.

L'Allemagne qui s'est enrichie par la guerre, emploiera dans l'industrie une notable partie des capitaux nouvellement acquis. Elle sera de moins en moins agricole et de plus en plus industrielle.

La France, après avoir donné tout son or pour sa rançon, se remet au travail. Ses industriels, tout comme ceux d'outre Rhin, auront besoin de nouveaux clients.

C'est une crise des débouchés qui commence. Il faut de nouveaux marchés. Ce n'est pas du côté de l'Amérique que l'Europe trouvera un débouché à ses exportations grandissantes. Les Etats-Unis deviennent résolument protectionnistes. Il faut des pays neufs, puisque les vieux pays sont saturés.

L'Europe est en quête de colonies. Notons-le bien, ce n'est pas qu'elle soit à la recherche de matières premières, les statistiques commerciales nous montrent que durant ces années 1873 à 1875, la prépondérance de l'économie européenne (1) est indéniable. La concurrence des Etats-Unis, dont l'industrie est naissante, ne se fait pas encore sentir.

(1) « En 1873, sur 13.500.000 tonnes de fer recensées, près de 11.500.000 venaient d'Europe; pour le cuivre même, près de la moitié des 100.000 tonnes extraites (surtout d'Angleterre). L'Europe récoltait les deux tiers du blé du monde entier ». Tels sont les chiffres que nous empruntons au *Manuel d'Histoire Diplomatique de l'Europe* de M. Henri Hauser, p. 207. Quelle différence avec les chiffres records que nous donnaient les Etats-Unis, avant la crise actuelle ! Nous renvoyons pour le détail de ces statistiques aux ouvrages classiques d'Economie Politique, notamment aux cours d'Economie Politique de MM. les professeurs Truchy et Perreau.

Pourquoi l'Europe en quête non de matières premières, nous venons de le dire, mais de débouchés, a-t-elle songé à faire de la colonisation ? C'est que c'était la question à l'ordre du jour.

Rappelons que l'important ouvrage de P. Leroy-Beaulieu : « De la colonisation » dont l'Institut avait proposé le sujet, a paru en 1874 ; Stanley après avoir retrouvé le D<sup>r</sup> Livingston était reparti explorer, pour son propre compte, le « continent mystérieux ».

L'attention du monde entier, des savants comme des hommes du monde, des politiques comme des capitalistes à la recherche d'affaires nouvelles, était tournée vers ces pays neufs susceptibles non seulement de fournir autant de produits exotiques que l'on désirerait, mais encore d'absorber grâce à ses habitants le trop plein de la production européenne.

Depuis l'époque des Cortez et des Pizarre, de ces conquistadors partant à la conquête de l'Eldorado, le monde n'avait jamais autant frémi aux récits des explorateurs.

Dans le même ordre d'idées, toujours sous l'influence du mirage colonial, ne pourrait-on pas citer ce passage du rapport de Savorgnan de Brazza, homme pourtant sérieux, qui parlait en 1882, de « la mer intérieure » qu'était le système du Congo avec ces 80 millions d'indigènes prêts au travail ! Citons encore, toujours obsédé par ce même mirage, Cameron qui comptait sur le trafic de l'ivoire pour alimenter un transafricain.

Tel était le substratum de la poussée coloniale qui s'était manifestée dans la période qui a suivi la guerre de 1870. Quel était en regard l'état des esprits, dans le monde politique, au gouvernement, dans les sphères du Parlement, partout où se décidait l'avenir colonial de la France ?



## CHAPITRE II

---

### Le milieu politique

---

Au lendemain de la signature du traité de Francfort, la France recueillie ne songeait qu'à panser ses blessures. Ce repliement s'était manifesté dès la fin de la guerre, car, elle avait été quasiment absente (1) à la Conférence de Londres où la Russie avait obtenu le rétablissement de sa flotte militaire dans la Mer Noire. C'était la révision du traité de Paris de 1856, que la Russie n'avait jamais accepté, ce qui l'amena à prendre une attitude si nuisible (2) aux intérêts français au cours de la guerre de 1870.

Certes, la première conséquence de l'élévation de la Prusse qui occupait l'Alsace-Lorraine était que la France avait été refoulée vers le Sud et méridionalisée ainsi que l'a dit si bien Gabriel Hanotaux (3), comme l'Autriche avait été refoulée après Sadowa vers le Danube et madgyarisée.

(1) A l'annonce du choix possible de Londres comme siège de la future conférence, appelée à statuer sur les desiderata de la Russie, il est curieux de noter la première réaction du gouvernement français, en la personne de Jules Favre. C'est peut-être celle d'un français sensible, ce n'est pas celle d'un ministre des Affaires Etrangères : « La France est trop occupée de ses affaires pour se mêler de celles de l'Europe ». Cf. Henri Hauser, *op. cit.*, p. 34.

(3) Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, Tome IV. p. 52.

Mais cette absence de la France en Europe ne pouvait durer indéfiniment sous peine de rupture de l'équilibre européen. En effet, « placée au point où les deux mers s'avoisinent  
« le plus, la France méditerranéenne et atlantique, plaine  
« et montagne, latine et germanique, est le champ clos des  
« luttes séculaires, de même qu'elle est le lieu des trop  
« courtes trêves. Sa physionomie, comme sa langue, porte  
« l'empreinte de tout ce qui a vécu sur l'ancien continent.  
« Elle est à la fois l'agent et le témoin de l'équilibre, l'ai-  
« guille de la balance. Ses servitudes et ses grandeurs for-  
« ment le nœud du drame européen ».

A la Conférence de Berlin où la France fut conviée et comblée d'égards, où Bismarck ne fut pas le dernier à lui en prodiguer, elle reprit sa vraie place dans le Concert européen.

Nous verrons, par le détail, dans le chapitre suivant comment les invitations discrètes à chercher des dédommagements hors d'Europe lui furent adressées de divers côtés.

Quelles furent les réactions sur le Parlement et sur l'opinion de ces diverses manifestations ? Elles ne restèrent pas ignorées, quoique faites avec toute la discrétion que pouvait apporter l'ancienne diplomatie qui n'est pas la moderne, celle de la place publique, celle du quai Wilson de Genève.

Examinons ce qu'en pensèrent les contemporains qui avaient vécu la guerre, la Commune et avaient connu ensuite l'Ordre moral et le 16 Mai, c'est-à-dire tous les bouleversements et toutes les tempêtes.

L'examen auquel nous allons procéder nous permettra de constater l'existence de trois grands courants dans les opinions qui se firent jour au Parlement à l'occasion de

l'expédition de Tunisie. Ce sont presque les mêmes conceptions qui se manifestèrent lors de l'expédition du Tonkin.

De nos jours, on ne rencontrera plus d'hommes politiques prêts à affirmer que la République est incapable de « défendre l'honneur de la France à l'étranger » et par conséquent d'avoir une politique coloniale. Mais on trouvera des français partisans de l'expansion coloniale et d'autres beaucoup moins nombreux certes, adversaires résolus du « colonialisme » (1).

À l'époque que nous étudions, au moment où Jules Ferry engageait son pays en Tunisie, les orateurs qui se firent entendre à la Chambre des Députés, ont manifesté des opinions qui peuvent être ramenées à ces trois tendances.

Nous nous sommes bornés à dépouiller seulement les débats de la Chambre des Députés, car le Sénat de 1875 qui n'avait pas encore subi la révision ne prétendait pas exercer un contrôle politique du Gouvernement aussi étendu que celui pratiqué par la Chambre basse.

Jules Ferry qui se sentait beaucoup plus soutenu par la seconde Chambre manifestait aux Sénateurs autant d'égards qu'aux Députés. Mais ces courants d'opinions que nous rencontrons à la Chambre sont assez représentatifs des idées alors répandues en France dans l'opinion publique pour que nous nous arrêtions à leur seul exposé.

Dans une première opinion très répandue alors chez les conservateurs, la France ne pouvait plus sous le régime républicain s'engager dans des entreprises de longue ha-

(1) V. notamment : P. Louis, *le colonialisme* ; Léon Blum, *les congrès ouvriers* ; G. Weill, *Histoire du mouvement social en France*.

leine comme elle l'avait fait autrefois sous les régimes déchus.

Les raisons que les partisans du trône avaient pour s'opposer à toute expansion coloniale sont bien connues. Ils disaient que si le régime nouveau voulait se lancer dans des aventures lointaines, il entrerait immédiatement aux prises non seulement avec la toute puissante Grande-Bretagne, mais encore avec des Etats nouveaux (notamment l'Italie), désireux de s'étendre au dehors.

Le régime Républicain n'avait, d'après eux, ni le personnel ni les traditions, ni l'esprit de suite nécessaires. Il est certain que la III<sup>e</sup> République n'a pas eu pendant longtemps, fort longtemps même, la représentation diplomatique qu'elle aurait dû avoir.

Il n'y a pas eu au lendemain de la chute de l'Empire le renouvellement diplomatique auquel nous sommes accoutumés à voir procéder dans les Républiques Sud Américaines, ainsi qu'aux Etats-Unis. Dans ces pays, tout changement de Président amène, ce qui est parfois même regrettable, un balayage complet de tous les représentants du pays à l'étranger. Chaque Gouvernement veut avoir à l'étranger une représentation idoine, en tous points en harmonie avec l'esprit de son gouvernement.

Le Gouvernement de la Défense Nationale, celui de M. Thiers qui lui succéda, ont eu l'un et l'autre trop de soucis à l'intérieur et à l'extérieur, trop intérêt à ménager les susceptibilités des grandes puissances pour songer au renouvellement des représentants français à l'étranger. C'est ainsi qu'ils faisaient appel à des hommes adversaires du régime, notamment le Baron de Courcel, représentant de la France à la Cour Saint-James, le Général Leflot, ambassadeur à Saint-Petersbourg.

Il faut constater qu'au lendemain de 1870, les hommes ainsi appelés, mirent leur activité au service de leur pays, sans s'inquiéter de la personne du Chef de l'Etat qui habitait l'Elysée.

Mais bien du temps s'est écoulé depuis 1870 ; jusqu'à ces dernières années, l'étranger, ami de la France, pouvait constater que les Représentants de la République, ennemis du régime, ne lui ménageaient pas leurs critiques.

Sur ce point, ce reproche des conservateurs est donc bien fondé, mais, pas comme ils l'entendaient. Car si la République n'avait pas ses hommes à elle et ce pendant longtemps, dans un esprit d'économie mal calculée, c'est qu'elle s'adressait aux vieilles familles riches et titrées dont les fils, quoique partisans des régimes déchus, acceptaient volontiers ces hauts postes. La République avait quand même un personnel, mais pas celui qu'elle aurait dû avoir.

Quant au reproche de n'avoir plus de traditions, il est fort discutable. A l'époque où nous nous plaçons : au lendemain du 16 Mai et jusqu'en 1885, beaucoup de Ministres se sont succédé au Quai d'Orsay ; mais, on ne saurait, sans une exagération voulue, dire qu'ils manquaient de traditions. Nous verrons au cours de cette étude comment Jules Ferry rattachait sa politique tunisienne à celle du second Empire et même encore à celle de la Monarchie de Juillet. Peut-on dire que MM. Barthélémy Saint Hilaire, de Freycinet, pour ne parler que de ceux-là, étaient dépourvus de traditions. Ce qui est par contre beaucoup plus exact et l'est même encore aujourd'hui, c'est le changement incessant du personnel qui est au poste de commandement. A de certains moments, des Ministres défilent comme dans un kaléidoscope. Comment assurer dans ces conditions la continuité de la politique extérieure ?

Certes, on répond à cela que les Ministres changent mais que les bureaux demeurent. Mais cette malheureuse boutade est trop souvent démentie par les faits justement dans ce domaine des affaires extérieures. Les bureaux ne font pas mieux que les titulaires.

Tels étaient les sentiments qui animaient les conservateurs de la Chambre française. C'est ce qu'éprouvait alors le jeune et bouillant Comte de Mun, tout récemment nommé, quand il prononça pour ses débuts à la tribune, lors de la Séance du 9 Novembre 1881, cette mémorable apostrophe qui faillit faire prononcer contre lui la peine de la censure et qui créa un violent incident que nous reproduisons in-extenso d'après l'*Officiel* : « Nous aurions pu faire ressortir les fatales conséquences que M. Clémenceau signalait tout à l'heure et la *difficulté* où est le *régime républicain* de soutenir dignement l'honneur national ». (Vives protestations au centre et à gauche. Cris : A l'ordre ! la censure !).

M. Noël-Parfait. « Ce n'est pas là un langage français ! »

M. le Président. « Je ne pourrais pas permettre... (bruits). »

M. Gambetta. « Je demande la parole (vifs applaudissements à gauche et au centre). »

M. le Président. « Je ne pourrais pas permettre à l'orateur de parler en ces termes du régime républicain et de dire que la Constitution, sous laquelle nous vivons et à laquelle le Parlement doit le respect ne permet pas de défendre l'honneur du pays. »

« J'invite M. le comte de Mun à retirer son expression ». (Applaudissements répétés à gauche et au centre).

M. le Comte de Mun : « Messieurs, si ma phrase avait  
« était achevée, je crois que vous l'auriez laissé passer... »  
(Non ! Non !)

« J'ai entendu tout à l'heure à cette tribune M. Clé-  
« menceau mettre Monsieur le Président du Conseil en  
« opposition avec lui-même et lui dire : Vous nous avez  
« déclaré qu'il y avait des circonstances où l'honneur na-  
« tional commandait de ne pas tout dire : alors il faut en  
« conclure que le régime parlementaire de la République  
« n'est plus possible ». (Réclamations à gauche et au  
centre).

M. le Président. « Si quelque chose ressort de cette  
« discussion, c'est que la Chambre a permis que le débat  
« fût aussi acéré et aussi implacable que possible ; mais je  
« manquerais à mon devoir si je tolérais qu'il devint inju-  
« rieux soit pour les personnes soit pour le gouvernement  
« de la République.

« J'invite de nouveau M. le Comte de Mun à retirer  
« l'expression dont il s'est servi. (Très bien ! très bien !)

M. le Comte de Mun. « Monsieur le Président, je dé-  
« clare qu'il n'a pas été dans ma pensée...

A gauche. Retirez l'expression !

M. le comte de Mun. « Je n'ai donné au débat une  
« tournure injurieuse ni pour les personnes, ni même pour  
« la forme du Gouvernement. J'ai cru qu'il m'était permis  
« de tirer des discussions qui se sont produites ici un en-  
« seignement que je crois vrai sur la difficulté d'appliquer  
« le régime parlementaire... (bruit prolongé).

M. le président. « Retirez-vous l'expression, M. de  
« Mun ? »

M. le comte de Mun : « Laquelle, Monsieur le prési-  
« dent ? » (Exclamations à gauche).

M. le Président. « Vous m'avez dit qu'il résultait de  
« ce débat, je n'ai point la prétention de reproduire exacte-  
« ment vos paroles, mais je reproduis la pensée, que le  
« régime républicain était hors d'état de protéger l'hon-  
« neur national ».

A gauche. C'est cela ! C'est cela !

M. le Président. « Je vous prie de déclarer à la Cham-  
« bre si vous retirez l'expression ».

M. Bourgeois. L'orateur a parlé de « difficulté ! »

M. le comte de Mun. « Monsieur le président, j'ai parlé  
« de difficulté pour le régime républicain... Je fais appel  
« à mes collègues ». (Oui ! Oui ! à droite).

« J'ai prononcé le mot de « difficulté » et je crois  
« qu'il n'excédait pas les limites du droit de discussion ».  
(Interruptions à gauche).

« Si j'avais prononcé celui d' « impossibilité », je re-  
« connaîtrais volontiers qu'il a excédé ma pensée ; mais  
« j'ai prononcé celui de « difficulté » et je ne crois pas  
« que je puisse le retirer ».

M. le Président. « Retirez-vous l'expression ? »

M. le comte de Mun et ses collègues de la droite. « La-  
« quelle ? » (Exclamations). Un membre à gauche : « Re-  
« lisez votre manuscrit ! »

M. le Président. « Vous avez dit que le régime républi-  
« cain ne permettait pas de soutenir la dignité nationale ».

A droite. Non ! Non !

M. de Bassetière. « On en a dit autant de la monar-  
« chie et de l'Empire ».

M. le Président. « Voici, d'après la sténographie l'ex-  
« pression dont se serait servi M. le Comte de Mun : ...la  
« difficulté » est le régime républicain de soutenir digne-  
« ment l'honneur national ».

M. le Comte de Mun. « Messieurs, je n'éprouve aucune difficulté à répéter qu'il n'y a eu de ma part aucune intention d'outrage, mais seulement un acte d'appréciation. » (Applaudissements sur plusieurs bancs à droite. Exclamations ironiques à gauche et au centre).

M. le président. « Après cette déclaration, messieurs, « puisque le mot « impossibilité » n'a pas été prononcé et « que d'ailleurs M. de Mun déclare qu'il n'a pas eu l'intention outrageante, je renonce à consulter la Chambre ». (Marques d'approbation à gauche et au centre).

M. de la Bassetière. « C'était bien évident ! »

M. le Président. « M. de Mun, continuez votre discours ».

Si nous passons maintenant à l'opinion manifestée par les représentants de l'extrême-gauche, nous constatons qu'ils sont aussi outranciers dans leurs conceptions que l'étaient les Députés de la droite.

La position anti-coloniale qui a été prise au cours de ces débats sur l'expédition de Tunisie n'est pas nouvelle.

Comme nous l'indiquerons plus loin, on en trouve les premiers linéaments dans les écrits de certains philosophes et encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bornons-nous à en signaler ici l'origine historique.

Nous avons dit : les philosophes et les encyclopédistes. C'est à dessein que nous n'avons pas cité Jean-Jacques Rousseau comme précurseur de la thèse anti-coloniale, car on pourrait certes faire remonter à lui ce mouvement comme on lui a reproché bien des choses (1).

(1) En effet, ce n'est pas sans raison que l'on a reproché à Rousseau, qui proclama le principe de la souveraineté nationale et celui du respect des droits individuels, de sacrifier l'individu au souverain. Il nous ra-

Le philosophe de Genève n'a-t-il pas dit, que l'homme à l'état de nature est un être pur et que c'est la civilisation qui le pervertit ? Donc, ce seraient les colonisateurs, qui avec leurs armes à feu et leur alcool apporteraient tout cela avec leurs vices aux indigènes jusque là innocents.

Elle serait le thème de « ces bergeries » si souvent démenties par la réalité ! Certes, nous ne prétendons nous inscrire en faux contre les dévastations, les massacres, pour parler de faits plus connus de nous qui ont été accomplis à l'origine de la colonisation Espagnole dans les Amériques centrale et septentrionale, sans omettre le Mexique.

Mais au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, les peuples colonisateurs ont mis fin à l'esclavage, au cannibalisme et à la traite. Quand ils n'auraient fait que cela, ils auraient bien mérité de l'humanité. Mais nous croyons qu'ils ont fait une œuvre de civilisation plus étendue.

L'anti-colonialisme moderne ne peut plus faire état de ces premiers résultats « des contacts des races ». Leur thèse est purement économique. Les adversaires de la colonisation moderne se recrutent en général dans les milieux socialiste ou pseudo-socialiste. Ils reprochent aux capitalistes d'aller chercher dans les pays neufs, chez ces peuples arriérés des auxiliaires pour combattre leurs concurrents quand ce n'est pas tout simplement des remplaçants à leurs ouvriers qu'ils trouvent trop avancés. En effet, la main d'œuvre exotique est en général beaucoup moins coûteuse que la main d'œuvre ordinaire d'Europe ou d'Amérique.

mène par un chemin détourné à l'absolutisme complet. « Il faut, dit-il, convenir que le souverain est seul juge de cette importance, de l'étendue des droits que chacun aliène par le pacte social ». Contrat social, liv. II, ch. IV, p. 144.

Enfin, quand on ne fait pas appel directement à cette main d'œuvre, l'on fait venir des matières premières ou des produits semi-ouvrés, qui font une concurrence irrésistible à tout ce qui peut être fabriqué par la main d'œuvre qualifiée des pays civilisés.

Enfin, autre reproche assez justifié, qui constitue en partie la justification même de la colonisation, c'est que les pays colonisateurs trouvent un exutoire à leurs débouchés justement dans ces pays neufs.

On voit de suite, d'après le « colonialisme » comment les choses vont se dérouler : la Métropole à l'abri de barrières douanières, de tarifs préférentiels pourra s'assurer à des prix très rémunérateurs l'écoulement d'une partie de son trop plein et vendre le surplus sur les marchés étrangers à des prix inférieurs à son prix de revient. Bref, c'est le « dumping ». Ces pays étrangers ainsi envahis par des articles vendus à vil prix chercheront à se protéger à leur tour par des barrières douanières. Mais les pays pratiquant le « dumping » contre-risqueront par des élévations de droits, voire des prohibitions. Bref, ce sera la guerre douanière, préface des conflits internationaux à main armée.

Tel est dans ce système le cycle quasi-infernal dans lequel s'engagent tous les peuples colonisateurs à régime capitaliste.

Bornons-nous ici à cette première réponse que cette thèse n'est pas plus rigoureusement fondée que les célèbres thèses marxistes du mouvement social, de la plus-value, de la valeur travail, etc... (1).

(1) Voir pour plus de détails « Le Fondement du Socialisme », par M. le Professeur A. Aftalion. Edition Marcel Rivière, 1923.

Cette conception anti-coloniale que nous venons d'exposer est celle qui était à la base des idées qui furent exprimées à la tribune par le député Talandier, membre de l'extrême gauche, au cours de la séance du 9 Novembre 1881.

Le reproche qu'il fait au Gouvernement d'avoir engagé la France dans une entreprise purement ploutocratique est formulé de la façon la plus nette. Ce député s'exprime sur la finance internationale dans des termes que ne désavouerait pas le plus pur socialiste : « La France a certainement des aspirations constantes et puissantes vers la démocratie, mais la France n'est pas encore actuellement une démocratie ; elle est une ploutocratie et pas autre chose... (Nouvelles exclamations au centre. Très bien ! à l'extrême gauche) une ploutocratie, c'est-à-dire un pays gouverné par les riches. Et le ministère assis sur ces bancs n'est pas autre chose que l'agent et l'instrument de cette ploutocratie qu'il sert partout, en France et à l'étranger. C'est précisément à cause de cela que nous pouvons, sans contradiction, vous accuser de servir certains intérêts et d'en négliger certains autres. Est-on de cette ploutocratie, on peut compter sur la protection de ses intérêts et l'on peut parfois voir déployer notre drapeau et mettre les flottes et des armées en mouvement pour la protection de ses intérêts, mais si l'on n'appartient pas à cette ploutocratie, on est sûr d'être abandonné, victime et personne ne se soucie de vous... » « Ils (les Ministres) combattent, il est vrai, l'internationale rouge, mais il y a une autre internationale qu'ils ne combattent point, c'est l'internationale jaune, celle des juifs (bruit au centre) celle des banquiers, des tripoteurs d'affaires, des écumeurs de bourse de toutes espèces et de tous jupons ».

Mais, l'orateur a créé une très vive agitation, que le compte rendu des débats rapporte ainsi : « Voix diverses  
« au centre : A la question. Ce n'est pas la question. A  
« l'extrême gauche : Parlez ! Parlez ! »

Enfin, il aborde indirectement la question en opposant aux conceptions politiques de Jules Ferry la politique qu'il a préconisé à son tour en faveur des indigènes : « Je  
« comprendrais que l'on s'adressât au fanatisme des arabes, mais en lui parlant la langue arabe dont vous devriez  
« vous servir un peu plus que de vos baïonnettes et de vos  
« chassepots. Je comprendrais qu'on fondât des collèges  
« arabes semblables à ceux de France et que, au lieu de  
« donner par exemple 150.000 francs par an à M. Ab-del-  
« Kader, à titre de pension, on lui dit : Nous continuerons  
« à vous servir cette somme à la condition que vous vous  
« mettiez, pour notre compte, à la tête de cette propagande  
« parmi les Arabes. Au centre : Assez ! Assez ! A la question.

« ... Que notre civilisation pénètre chez les arabes,  
« je le désire vivement et c'est un but digne des soucis  
« d'un bon français, mais qu'on cherche à convaincre les  
« musulmans en les réduisant par la force, c'est une politique qui, pour moi, n'a pas d'issue possible ».

M. Talandier lâche son mot final : « il est de ceux qui  
« sont déterminés à refuser les crédits si le gouvernement  
« vient en demander de nouveaux pour continuer cette  
« expédition ».

En somme, c'est un opposant aux expéditions coloniales. Il masque son parti pris derrière un plan de politique indigène entièrement irréalisable au moment où était engagée l'expédition de Tunisie.

Cette idée de faire appel à l'école, à une collaboration intellectuelle qui n'était pas étrangère à l'esprit de Jules

Ferry, a été pratiquée par la suite, en partie par lui-même, mais surtout par ses successeurs et ses disciples. L'appel à la raison, à la compréhension réciproque des peuples comme des civilisations différentes est bien dans la manière de Jules Ferry. C'est ce que nous verrons quand nous examinerons ses conceptions doctrinales en matière de colonisation.

Mais, avant d'aborder cette seconde partie de notre travail, il nous reste encore à montrer les vues parfois divergentes qui se sont manifestées parmi ceux qui approuvaient, en principe, son œuvre coloniale. C'était le plus gros de la Chambre des Députés embrassant les modérés, les opportunistes et la plus grande partie des radicaux. Au Sénat, sa politique coloniale réunissait la quasi-unanimité (1) des suffrages. C'est pourquoi, nous ne continuerons à suivre que les débats de la Chambre des Députés.

Nous avons bien dit que la grande majorité des républicains à la Chambre restaient partisans de l'expansion coloniale. C'était bien là le reflet de l'opinion générale du pays. Mais tous les esprits n'étaient pas d'accord sur l'appui à donner au Gouvernement. Jules Ferry était loin d'avoir l'unanimité de l'opinion avec lui.

Une notable partie de l'opinion quoique non hostile en principe à la politique coloniale pensait que la France qui « se relevait à peine de ses ruines » n'avait pas à aventurer ses soldats et son drapeau dans des expéditions d'outre-mer.

(1) Notons l'opposition assez singulière qui lui était faite à la Chambre haute par le Duc de Broglie. Or, le premier traité de protectorat conclu avec l'Annam, celui de 1874, avait été négocié et signé alors que le noble duc était lui-même aux affaires. V. le discours prononcé au Sénat le 20 Déc. 1883, par le duc de Broglie et la réponse de Jules Ferry (*Officiel* du 21 Déc. 1883).

Cette conception d'une politique prudente, quoique non absente en Tunisie, fut produite à la tribune de la Chambre par M. Amagat (1) nouveau député, Professeur à l'Université de Montpellier. Il déclarait : « J'ai dépouillé  
« les documents, messieurs, avec une scrupuleuse atten-  
« tion. Je n'ai rien trouvé qui ait pu me convaincre qu'au  
« 4 Avril 1881, l'occupation de la Régence ou la poursuite  
« des Kroumirs nous était impérieusement commandée.

« Au 4 Avril 1881, notre situation à Tunis était excep-  
« tionnellement bonne. Bonne fortune rare ! Nous avions  
« le droit pour nous et nous pouvions en retarder l'exer-  
« cice et l'application. Nos griefs envers la régence s'é-  
« taient accumulés et nous pouvions laisser venir l'heure  
« et choisir le moment propice pour demander réparations  
« et dommages.

« Le ministre s'est donc lancé dans une de ces aven-  
« tures où les gouvernements infidèles engloutissent la  
« fortune de la France. (Très bien ! à droite. Oh ! Oh ! à  
gauche). »

Il avait déjà opposé la précipitation selon lui de Jules Ferry à l'attitude expectante du Président Grévy, de Gambetta et de M. de Freycinet : « M. le président Grévy était  
« pénétré de ce besoin de repos prolongé quand il nous  
« disait dans son premier Message, que le premier devoir  
« de son gouvernement serait de contribuer à l'affermisse-  
« ment de la paix générale ».....

« M. Gambetta, dis-je, partageait ce sentiment lorsque  
« prenant possession du fauteuil présidentiel, où l'avaient  
« élevé en février 1879, l'unanimité des groupes républi-  
« cains, il annonçait à la France démocratique les bienfaits  
« d'une longue paix. De son côté, M. de Freycinet parais-

(1) *Journal Officiel*, Année 1881, Séance du 9 Novembre, p. 1935.

« sait préoccupé plus que personne de la nécessité de la  
« paix, quand il nous parlait de la « paix sans jactance »,  
« dans son discours de montauban, la veille même du  
« jour où nous le vîmes avec regret s'éloigner des affaires  
« publiques ».

Enfin, il termine par des mots qui créent la plus vive agitation : « Malheur aux vaincus ! Et nous sommes des  
« vaincus... (Rumeur sur un grand nombre de bancs) qui  
« oublient la politique de paix et de réparation ! »

M. Amagat ne se borne pas à ces reproches en quelque sorte académiques, pourrait-on dire, il adresse au Gouvernement de très vives critiques sur ce qu'il considère comme l'impéritie du service de santé ; et il l'en rend responsable :  
... « C'est vous encore qui avez mérité l'indignation uni-  
« verselle pour avoir laissé les mourants sans médecins,  
« sans secours, sans les dernières consolations que vous  
« leur deviez ! (Nouvelles marques d'approbation à droite.  
« Murmures à gauche et au centre).

« Il est vraiment douloureux pour nous, qui avons là-  
« bas quelqu'un des nôtres, de songer qu'il a été peut-  
« être perdu pour la patrie parce qu'il a manqué d'une  
« couverture au moment où il grelottait, lorsqu'il avait la  
« fièvre pernicieuse (bruit à gauche) ».

Mais ce député ne se contente pas des vives critiques qu'il vient de formuler et de son effet de rhétorique (1)...  
« Qu'avez-vous fait de nos légions africaines ? (bruyantes  
« exclamations et rire à gauche. Très bien ! Très bien ! à  
droite). Il va rappeler un souvenir bien douloureux en  
matière coloniale pour les Français : l'expédition du Mexi-

(1) C'est la réminiscence un peu forcée du mot que proférait Auguste au souvenir de la destruction de ses légions de Germanie : « Varus, Varus, rends-moi mes légions ! »

que : « ... Messieurs, après l'expédition du Mexique, M. Rouher, harcelé par Berryer, par Thiers, par Jules Favre, « monta à cette tribune, où jusqu'alors sa parole superbe « avait victorieusement retenti, pour déclarer tristement et « humblement que l'expédition du Mexique avait été une « faute, une irréparable faute ».

L'orateur se rend compte de la portée de ses paroles sitôt qu'il les a proférées et il cherche à en atténuer l'effet en ajoutant : « Messieurs, je ne compare pas l'expédition « de Tunis, qui n'est pas malheureuse, à l'expédition du « Mexique qui a été désastreuse, mais il faut qu'à son tour « M. le Président du Conseil confesse à cette tribune qu'il « a commis une faute ».

Nous avons vu avec M. Amagat, à quel point l'opinion publique française restait encore rétive à toute expansion soudaine de la France hors du Continent Européen.

A la suite de ce reproche d'une action en Afrique, par trop précipitée, M. Amagat a apporté des critiques sur l'organisation défectueuse du service de santé comme d'autres orateurs se plaindront de l'effort excessif qui a été sollicité des jeunes recrues envoyées en Tunisie. Il ne nous appartient pas ici, au point de vue technique, de discuter la valeur de ces critiques. Bornons-nous à constater qu'elles eurent un certain effet sur les idées de Jules Ferry, car il a été amené à la conception d'une armée coloniale qui fut réalisée par ses successeurs.

Le dépouillement auquel nous avons procédé des procès-verbaux des séances mémorables de la Chambre des Députés des 6, 7, 8 et 9 Novembre 1881, resterait incomplet, si nous n'indiquions la part qu'y a prise Georges Clémenceau. Il affirmait agir en dehors de toute préoccupation de parti : « Je vous adjure, Messieurs, de songer qu'il ne s'agit « pas ici des intérêts de tel ou tel parti, de l'extrême gau-

« che, de la gauche ou du centre ; qu'il s'agit des intérêts « supérieurs du pays ».

Clémenceau s'était efforcé d'établir que le Gouvernement présidé par Jules Ferry, avait manifestement violé la Constitution pour avoir effectivement fait la guerre sans avoir au préalable procédé à une déclaration de guerre régulière. Il violait la Constitution et pourquoi, disait-il, pour faciliter les opérations de certains établissements financiers et de quelques tripoteurs.

Il avait demandé comme préface aux sanctions qui devaient être prises, la nomination d'une commission d'enquête. Comme on le voit, le bouillant Clémenceau n'y allait pas de main-morte, cependant, avait-il dit lui-même à la Chambre : c'était « la première fois que j'ai l'honneur de parler devant elle ».

Il avait eu, comme on s'en doute, un succès considérable. Il avait su en effet faire vibrer la corde patriotique : « Réfléchissez-y, messieurs, vous allez prendre devant le « pays une grande responsabilité. Je vous supplie de ne « vous inspirer que des seuls intérêts de la patrie et de la « République ». (Double salve d'applaudissements à l'ex- « trême gauche et sur divers bancs à gauche). L'orateur « en regagnant son banc est vivement félicité par un cer- « tain nombre de ses collègues ».

Son succès fut considérable mais sa demande de nomination d'une commission d'enquête n'en fut pas moins rejetée à une très forte majorité.

C'était la première fois que Jules Ferry rencontrait l'opiniâtre opposition de Georges Clémenceau à ses projets d'expansion coloniale.

Clémenceau fit la France renoncer à l'Égypte par l'abandon du condominium franco-britannique ; il faillit lui

faire perdre le Tonkin. Était-ce de sa part de la mauvaise foi ? Était-ce de l'ignorance ? Ces deux hypothèses sont aussi absurdes l'une que l'autre.

Le fond de la pensée de Clémenceau qu'il a laissé d'ailleurs transpirer au cours de ces débats de 1881, c'est que l'effort de la France ne devait pas se disperser aux quatre coins du monde. Elle devait se concentrer tout entière, de toute son énergie « sur la ligne bleue des Vosges ».

C'est pourquoi ces deux grands français que le Monde admire et envie à la France ne purent jamais s'accorder.

Les débats de la Chambre des Députés montrent quelle fut l'ardeur des orateurs adversaires de Jules Ferry, quels après combats il dût livrer, quelle suspicion l'on jeta non sur lui-même, mais sur certains de ses collaborateurs, entre autres sur l'agent diplomatique de la France à Tunis.

Il eut donc les plus grandes difficultés à vaincre pour imposer sa politique à la Chambre et à l'opinion publique.

Sera-t-il aux prises avec les mêmes difficultés dans ses rapports avec les pays étrangers qui commençaient à se préoccuper des choses coloniales ?



## CHAPITRE III

---

### Le milieu international

---

Depuis la proclamation de l'Empire Allemand au Palais de Versailles en 1871, qui fut l'œuvre de Bismarck, jusqu'au Congrès de Berlin de 1885 où se fit le partage de l'Afrique entre les grandes puissances européennes, c'est le Chancelier de fer qui domine et de très haut toute la politique européenne. Or, à cette époque, qui commandait à l'Europe commandait à l'univers entier.

La Conférence de Berlin, qui fut encore son œuvre, a été sur le terrain international son chant du cygne. Peu d'années après, Guillaume II montait sur le trône et il ne tardait pas à se séparer du fondateur de cet Empire qu'à son tour il devait ébranler jusqu'à ses fondations les plus profondes.

Le prince de Bismarck, à cette période de l'histoire européenne (1879-1881) que nous étudions, au lendemain du Congrès de Berlin, était à l'apogée de sa toute puissance.

Le grand peintre des gloires germaniques, Werner, a fixé pour toujours dans son tableau du Congrès de Berlin la place éminente qu'y occupe sur sa toile comme dans l'histoire celui qui avait refait la carte de l'Europe et sans la permission duquel rien ne se faisait dans le Monde.

L'Allemagne se donnait à ce moment-là les apparences d'un complet désintéressement alors que de partout on se lançait à la conquête de pays nouveaux.

M. Emile Bourgeois (1) montrant ce qu'étaient alors l'hégémonie allemande et la politique bismarkienne, écrit : « ... cette politique comparée aux entreprises réalisées par les puissances voisines eut toutes les apparences du calme dans la force, du désintéressement dans la puissance. Dans cette période, l'Angleterre soumettait l'Egypte et l'Afghanistan, la Birmanie et Zanzibar ; la France s'établissait à Tunis, au Congo, au Tonkin, en Annam, au Soudan, les Italiens s'efforçaient d'occuper l'Ethiopie ; les Russes s'emparaient de Turkestan ; les Bulgares enlevaient aux Turcs la Roumélie, tandis que les Serbes cherchaient à s'agrandir à leurs dépens. L'Autriche occupait la Bornie et Novi-Bazar. Les Grecs s'agrandissaient en Epire et en Thessalie et convoitaient la Crète. L'Empire germanique seul, de 1879 à 1889, attentif à prévenir les conflits de la concurrence des Etats et des Nations, se donnait les apparences de n'avoir d'autre objet, de ne rechercher d'autre avantage que le profit moral de cet arbitrage pacifique et désintéressé ».

Comment la France a-t-elle pu toute pantelante encore se ressaisir ? Comment a-t-elle pu avoir les coudées franches durant les dix dernières années du règne impérial de Guillaume I<sup>er</sup> (1878-1888) qui furent les années de fondation de son nouvel Empire Colonial ? C'est ce que nous allons examiner.

Le Gouvernement présidé par Jules Ferry qui avait engagé la France en Tunisie, puis le Gouvernement de

(1) Emile Bourgeois, *Manuel d'histoire diplomatique*, Tome IV, p. 10.

Gambetta qui lui succéda, et enfin, tous ceux qui vinrent après n'ont pu agir de la sorte que parce qu'ils avaient la permission formelle du prince de Bismarck.

Pendant que se déroulait la Conférence de Berlin, des invitations directes (1) furent adressées au représentant français tant du côté de l'Allemagne que du côté de l'Angleterre. Tous les renseignements diplomatiques (2), déclarations des chefs de Gouvernements, livres blancs, bleus ou jaunes sont unanimes sur ce point. Sans qu'il y ait eu une entente préalable entre le Gouvernement anglais et Bismarck, ils s'étaient trouvés d'accord pour laisser à la France les mains libres en Tunisie.

Quelles furent les raisons de leur attitude ? Du côté de la Grande-Bretagne, y avait-il le regret inavoué d'avoir abandonné son fidèle allié Napoléon III au coup longuement préparé à l'avance du Chancelier de fer ? Y avait-il encore de sa part une manifestation de sa politique traditionnelle qui a toujours été de contrebalancer la politique de toute puissance continentale qui a cherché ou qui chercherait à faire de l'hégémonie en Europe.

Ce fut l'attitude de la Grande Bretagne à l'égard de Louis XIV, de Napoléon I<sup>er</sup>. Il était naturel qu'elle cherchât à épauler ceux qui auraient pu un jour s'opposer à la prépondérance allemande, plus puissante que jamais depuis 1870.

(1) Au cours de cette conférence, lord Salisbury n'a-t-il pas glissé à Waddington un peu surpris : « Vous ne pouvez pas laisser Carthage aux mains des barbares ».

(2) Cf. Hanotaux, *Histoire de France Contemporaine*, T. IV, p. 639 suiv., l'affaire de Tunisie. V. pour les sources, *cod. op.*, p. 656, note 2.

Cf. encore, Henri Hauser, *cod. op.* L'Affaire de Tunisie, p. 160, s.

Toutes ces raisons d'ordre plutôt sentimental ou du moins à très longue portée dans l'ordre politique, n'auraient pas amené les Anglais, peuple colonisateur par excellence à consentir à l'agrandissement du domaine colonial français si une raison plus immédiate ne s'était fait sentir.

Nous la trouvons dans le rôle joué par l'Angleterre au Congrès de Berlin, où elle était venue pour y défendre la Turquie et d'où elle s'en alla en lui enlevant l'île de Chypre.

N'avait-elle pas dans ces conditions tout intérêt à montrer au Monde surpris de son geste que ma foi elle n'était pas la seule, en dehors des peuples balkaniques, à enlever les meilleurs morceaux de la succession de « l'homme malade » du vivant même de celui-ci. Sans compter que cela créerait un dérivatif du côté de la Turquie. Cette puissance ne pouvait certes prétendre que la Tunisie fût une province Turque, mais la Régence en avait fait partie pendant des siècles et le Sultan de Constantinople prétendait toujours au rôle sinon de suzerain effectif, du moins de protecteur moral de la Tunisie.

Ainsi s'explique l'attitude si bienveillante, même très amicale en la circonstance du gouvernement anglais envers la France.

Examinons ce que fut la ligne de conduite de l'Allemagne qui fut aussi favorable, mais en tout cas plus décisive.

La France fit longtemps la sourde oreille aux propos enjôleurs du Chancelier de fer. Elle n'avait pas la moindre confiance en sa parole. Plus il se montrait aimable, insinuant, plus on avait peur de lui. On craignait toujours que ce ne fut un piège qu'il offrait à son ennemie vaincue pour

tomber sur elle à nouveau, tandis qu'elle serait occupée hors d'Europe.

Cependant, on finit à la longue par se rendre compte des vues politiques du premier Ministre de Guillaume I<sup>er</sup> dont la conduite n'était nullement celle d'un ami désintéressé, mais simplement d'une habile politique, désireux de faire passer à son adversaire le goût comme la possibilité matérielle même de toute revanche.

Bismarck ne cessa de répéter à tous les hommes d'Etat républicains qui arrivaient au pouvoir que le but de sa politique était de fournir à la France un dérivatif comme un exutoire hors d'Europe.

Il se défendait énergiquement de toute intention machiavélique. Il offrait à la République française « contre une renonciation définitive à ses provinces perdues le concours moral du gouvernement allemand à des « acquisitions où son honneur, sa sécurité, ses intérêts véritables et légitimes étaient engagés ».

Bismarck s'efforça de faire sur ce point le siège de Jules Ferry comme il tenta la même chose du côté de Gambetta, du Président Grévy, sans parler des Ambassadeurs et de tous les français qui pouvaient approcher de lui.

C'est ainsi que le 6 Juin 1880, Bismarck confirmait solennellement à M. de Saint-Vallier, à Berlin, les assurances qu'il lui avait données au temps du Congrès : « Je suis et « serai toujours prêt à appuyer et à seconder l'action de la « politique française autant qu'elle ne tournera pas ses « vues vers ses anciennes provinces d'Alsace-Lorraine. Je « regarde comme un devoir de lui faciliter la recherche « de compensations et d'avantages dans des régions éloignées de celles où nous pouvons nous heurter, dans « l'Afrique septentrionale spécialement dont je regarde les

« contrées comme placées dans la sphère de sa légitime « influence ».

Mais le prince de Bismarck ne pensait pas seulement en lançant la France dans des entreprises lointaines, avoir les mains libres en Europe. Il escomptait encore une rivalité grandissante entre la France et l'Angleterre, sans parler du ressentiment qu'en éprouverait l'Italie.

Le chancelier allemand qui avait supputé pour son ancienne ennemie tous ces ennuis, conséquence de son installation en Tunisie, ne se trompait nullement. La rivalité franco-anglaise, d'origine coloniale, a dominé la politique des vingt dernières années du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Elle n'a pris fin que par l'établissement d'une large entente entre ces deux puissances coloniales. Ce fut l'œuvre du côté anglais du roi Edouard VII et du ministre Delcassé, du côté français.

L'accord franco-anglais n'a pu être réalisé et n'a donné tous ses fruits que parce qu'il fut précédé d'une liquidation générale du passé.

Il ne pourrait en être de même chez les deux grandes sœurs latines, chères à toute l'Amérique du Sud, que s'il y avait entre elles une liquidation complète de tous leurs points de friction.

L'un de ceux-là est la question tunisienne.

Nous n'avons pas à traiter ici de la question italienne dans la Régence. Nous devons seulement rappeler ce que fut l'attitude de l'Italie en présence de l'entrée des français dans la Régence.

La France qui avait une frontière commune avec la Tunisie n'avait jamais admis que ce pays fut sous l'influence d'une grande puissance. Depuis son installation à

Alger, ce fut toujours sa politique traditionnelle sous les divers régimes qu'elle a eus.

Jules Ferry suivait en cela encore une politique traditionnelle. Ses successeurs immédiats MM. Waddington et de Freycinet avaient dû faire tenir à plusieurs reprises à la « Consulta » des propos presque comminatoires.

C'est ainsi que le 13 Octobre 1878, M. Waddington, alors ministre des affaires étrangères de France donnait au marquis de Noailles, ambassadeur auprès du Quirinal, des instructions dans lesquelles on lit : « ... Rien de ce qui se « passe à Tunis ne peut être indifférent au gouvernement « français ; aussi, depuis longtemps, a-t-il considéré la « Régence comme un pays destiné à graviter dans l'orbite « des intérêts français et devant être soumis à notre in- « fluence... Il est absolument nécessaire que le gouverne- « ment italien se pénètre bien de cette idée que l'Italie ne « peut caresser de rêves de conquêtes en Tunisie sans se « heurter à la volonté de la France et sans risquer de con- « flit avec elle... » On ne peut soutenir sérieusement que le cabinet italien n'a pas eu connaissance de ces déclarations, puisque la dépêche de M. Waddington dit, au début, qu'elles sont destinées à servir de réponse aux questions que pourrait faire le comte Corti dans ses entretiens avec notre ambassadeur. Quant à l'entente anglo-française, en ce qui concerne la Régence, elle était si peu ignorée non seulement des ministres mais des députés italiens, que M. Damiani disait à la Chambre, le 21 juillet 1879 : « L'Angleterre laisse faire la France à Tunis ».

M. de Freycinet, à son tour, ainsi que cela résulte de deux dépêches du 12 et du 16 Juillet 1880 au marquis de Noailles, affirmait de nouveau au général Cialdini que la France « ne pouvait admettre qu'un gouvernement étran-

« ger vint exercer en Tunisie une influence rivale à la « nôtre », et que les entreprises de l'Italie pour nous enlever les câbles télégraphiques et les chemins de fer de la Régence, constituaient des procédés agressifs que le cabinet français ne pouvait voir « d'un œil indifférent ». Le ministre des affaires étrangères ajoutait que, « si le cabinet du « Quirinal se montrait sourd à nos amicales observations, « il était à craindre que, dans un délai peu éloigné, des « froissements ne surviennent entre les deux gouverne-  
« ments ».

Ce langage énergique n'aurait pas empêché les Italiens de débarquer avant les français dans la Régence, s'ils avaient trouvé un appui même discret soit auprès de l'Angleterre, soit du côté de Bismarck.

Cela n'a pas empêché qu'à la mort de l'ancien ministre italien Cairoli qui était en fonctions en 1880 et 1881, des journaux italiens aient prétendu que la Tunisie avait été offerte tout d'abord à l'Italie. Ce n'aurait été qu'à la suite de son refus que la même offre aurait été faite à la France par le chancelier Bismarck.

Jules Ferry s'est élevé vivement contre cette allégation à laquelle il a répondu d'une façon très précise dans une longue lettre qu'il fit tenir au journal *L'Estafette* (1) et il termine ainsi son article : « Je n'ai rien à renier ni « à regretter de ce que j'ai fait, aux mois d'Avril et Mai « 1881. Je n'ai pas non plus la prétention de mettre d'ac-  
« cord, dans cette délicate question, les intérêts perma-  
« nents de la France avec les vues de l'Italie. Il existe, à « cet égard, chez nos voisins, des préjugés et des illusions

(1) Cette lettre a été publiée sous le titre « comment s'écrit l'Histoire », dans le T. IV, p. 534 des discours et opinions de Jules Ferry.

dont le temps seul peut avoir raison ; mais, je tiens, à dire bien haut, pour l'honneur de mon pays que, si la France a dû, à un moment donné, poursuivre en Tunisie des desseins conformes à sa tradition nationale et nécessaires à sa sécurité, ce n'est pas au prix d'une déloyauté. Tout s'est fait en pleine lumière, et il n'y a eu de surpris par l'événement que ceux qui ont bien voulu l'être ».

« L'établissement du protectorat français en Tunisie était attendu, escompté, accepté par la diplomatie anglaise. depuis le jour où le gouvernement britannique s'était fait céder par la Porte l'administration et la possession de l'île de Chypre. La diplomatie italienne n'était pas non plus sans l'avoir prévu, puisqu'au mois de juillet 1880, le général Cialdini venait, de la part de M. Cairoli, entretenir M. de Freycinet, président du conseil et ministre des affaires étrangères, du droit qu'en cette hypothèse l'Italie croyait avoir à un dédommagement. Je n'en dirai pas davantage sur ce sujet si mal connu, et que les passions du dehors et du dedans se sont plu à travestir. Moi aussi, je l'ai prouvé en plusieurs circonstances, je sais me taire par patriotisme. Mais, je me devais à moi-même de protester contre le rôle odieux que des calomnies posthumes voudraient m'attribuer ; je le devais aussi à mes amis d'Italie, aux hommes d'Etat et aux diplomates avec lesquels il m'a été donné de régler, à la satisfaction des deux pays, et avec un bon vouloir auquel nos voisins se plaisaient à rendre hommage, les conséquences diplomatiques du traité du Bardo. Je le devais enfin à tous ceux qui n'ont pas cessé de croire, et ils sont nombreux même en Italie, que l'Italie et la France ont mieux à faire dans le monde que de se jalouser et de se haïr ».

Ce que nous venons de montrer des difficultés auxquelles Jules Ferry fut aux prises sur le terrain international : accord avec l'Angleterre sur la Tunisie, puis rivalité grandissante depuis l'affaire d'Egypte ; du côté italien mécontentement et jalousie qui vont contribuer à la faire entrer en 1882 dans l'alliance austro-allemande ; tout cela resterait incomplet si nous ne montrions l'évolution contraire qui s'est manifestée dans les idées de Bismarck au point de vue colonial.

Jules Ferry sut profiter de l'occasion inespérée qui était offerte à son pays par son terrible ennemi pour des fins qui n'avaient du reste rien de philanthropique. S'il avait temporisé comme de bons esprits le lui demandaient au Parlement et dans le Public, il n'eut pas entrepris l'expédition qui l'amena à imposer le protectorat français à la Régence ; il n'aurait pas dès 1883 poursuivi la conquête du Tonkin qui ne fut d'ailleurs définitivement terminée qu'en 1885.

C'est que l'Allemagne qui s'était jusque-là tenue à l'écart du mouvement colonial entendait à son tour y jouer un rôle important. La raison de cette abstention, comme toujours a des causes diverses.

Certes, Brême, Hambourg, Lubeck, pour ne citer que ces trois grands centres commerciaux allemands, avaient des intérêts dans le monde entier. Les questions coloniales ne leur étaient pas étrangères. Mais l'unité politique allemande de fraîche date avait eu tout d'abord à se réaliser à l'intérieur avant de prendre son essor à l'extérieur.

Mais au regard de ces possibilités d'expansion, il y a à considérer le mouvement centrifuge opposé, qui était l'hostilité du chancelier de fer à la colonisation. Citons d'après

M. Henri Hauser (1) la doctrine qu'affirmait au Reichstag le prince de Bismarck au printemps de 1882 : « Aussi long-  
« temps que je serai chancelier, nous ne ferons pas de poli-  
« tique coloniale. Nous avons une flotte qui ne peut navi-  
« guer et nous ne pouvons avoir dans des continents loin-  
« tains des points vulnérables qui tomberaient aux mains  
« des Français dès qu'il y aurait guerre », et plus tard  
même : « Nos artisans, nos fonctionnaires, nos anciens  
« soldats ne peuvent pas coloniser ».

Comment expliquer cette aversion initiale de Bismarck, sentiment qui disparut par la suite comme nous le verrons ? Le Ministre allemand était un terrien ; on ne doit pas l'oublier. D'autre part, la marine allemande, qui était toute jeune, n'avait pas encore de traditions. Enfin, Bismarck qui commandait en maître sur tout le Continent Européen se rendait bien compte que son omnipotence aurait des bornes bien vite fixées au-delà des mers. Enfin bref, c'était là un terrain nouveau sur lequel il ne savait pas encore comment évoluer.

Cependant, après avoir poussé l'Autriche dans la voie du « drach nach osten » et soutenu la France pour ne pas dire poussé celle-ci dans la voie expansionniste, il finit par regretter sa timidité première. Il voyait en effet la ruée des peuples d'Europe sur le Continent Africain d'où ses compatriotes, pour ne citer que Barth et Nachtigal, étaient revenus enthousiasmés de leurs découvertes et avaient montré qu'il y avait là sur cet immense continent, une place à occuper par leurs propres compatriotes. Enfin, Bismarck caressait toujours le projet de voir « Sedan pardonné com-

(1) Eod. op., *L'entrée de l'Allemagne dans la politique coloniale*, p. 230, suiv.

me Watterloo » et qu'une œuvre de collaboration commune et de « rapprochement » pourrait être réalisée entre l'Allemagne et la France.

La Conférence Congolaise de Berlin qu'il présida en 1885 nous le montre définitivement acquis à la cause coloniale. Sa doctrine sur ce point a été complètement modifiée par les faits économiques et politiques auxquels il a participé.

D'ailleurs un protectorat allemand avait été proclamé sur l'« Angra Pequena » ; c'était plus qu'une amorce du futur Sud Ouest Africain allemand. A la même époque, les Allemands avaient occupé une partie de l'Archipel de la nouvelle Bretagne, partie nord de la Nouvelle-Guinée, futur archipel Bismarck.

Enfin, les grandes banques allemandes la « Deutsche Bank », la « Diskonto Gesellschaft » vont commencer à travailler avec les pays d'Outre-Mer. Elles vont concurrencer sérieusement les établissements similaires des vieilles puissances maritimes et coloniales. C'est le début de la politique nouvelle qui verra « son avenir sur l'eau ».

Encore une fois les Français guidés, nous dirons, même poussés par Jules Ferry, étaient partis à temps. Quelques années plus tard leurs idées expansionnistes auraient été combattues par Bismarck lui-même.

C'est très bien de s'installer dans la Régence, d'obtenir que les droits de la France soient sauvegardés au Congo comme à Madagascar, d'occuper toute la « presqu'île Indochinoise située à l'Est du Mékong, mais quelles directives va-t-on donner aux administrateurs et aux agents de toutes sortes qui vont gouverner ces pays ? Quelles seront les idées du Gouvernement sur ce délicat problème d'occuper d'immenses territoires d'abord militairement et ensuite avec l'Administration civile ? C'est la seconde partie du travail que nous allons avoir à effectuer.

DEUXIEME PARTIE

---

LA DOCTRINE

---

Jules Ferry répondant à la Chambre des députés à ceux qui lui reprochaient sa politique aventureuse en Tunisie leur déclarait qu'il ne faisait que reprendre la politique déjà suivie avant lui par ses cinq prédécesseurs. La République disait-il, ne pouvait agir autrement que ne l'avaient fait les autres régimes. «...la question tunisienne (1) est « aussi vieille que la question algérienne, elle en est contemporaine ; il y a, sur ce point, dans notre politique « depuis cinquante ans, une suite d'idées, une unité de « desseins et de conceptions tout à fait remarquable. La « monarchie de Juillet avait reçu la conquête algérienne « comme un héritage de la branche aînée ; elle l'avait « maintenue, continuée avec persévérance, au prix de « grands sacrifices...

...« La politique de l'Empire ne fut pas moins positive, constante, absolument réelle à toute compromission sur ce point délicat. »

Le second Empire et la monarchie de Juillet n'avaient donc pas agi autrement que ne l'avait fait le Président du Conseil français en 1881.

Que faut-il penser de cette déclaration de Jules Ferry ? Était-il aussi traditionnaliste qu'il le prétendait ?

Quelle était sa doctrine en matière coloniale ? Était-elle directement inspirée des idées régnant sous Napoléon III ? Puisque Jules Ferry va jusqu'à la monarchie de Juillet dont les conceptions coloniales ne sont pas précisément celles du Second Empire, faut-il s'en tenir exclusivement à cette seconde période ? Devons-nous remonter, ce-

(1) Passage extrait du discours prononcé par Jules Ferry à la séance de la Chambre du 5 novembre 1881 (*Officiel* du 6 nov. 1881).

faisant, jusqu'à la Révolution française, et par delà cette période à l'ancien régime ?

Par cette reconstitution des idées qui ont eu cours en France à divers moments de son histoire, nous verrons ce qu'il y a pu y avoir de vraiment traditionnel chez Jules Ferry. Nous verrons aussi en quoi il se montre un précurseur, un fondateur d'école.

Tel sera l'objet de cette seconde partie de notre travail que nous diviserons en quatre chapitres.

Dans un premier chapitre, nous rappellerons brièvement quelles étaient les idées coloniales en cours sous l'ancien régime ce qu'on nomma le « système de l'exclusif » ou du « pacte colonial ».

Dans un second chapitre nous verrons, l'ébranlement apporté à ce système de l'exclusif de la Révolution à la Monarchie de Juillet, puis sa fin sous le Second Empire dont la politique coloniale fut aux antipodes de l'ancienne Monarchie.

A quelles conceptions se rattache Jules Ferry ? Ce sera l'objet de notre troisième chapitre que nous subdiviserons à cause de son importance en deux sections et enfin d'un quatrième et dernier chapitre consacré à ses idées économiques.



## CHAPITRE IV

---

### Les idées coloniales de l'ancien régime

---

Il peut paraître à première vue téméraire, sinon prétentieux de rechercher quelles ont pu être les conceptions des premiers colonisateurs du xv<sup>e</sup> ou du xvi<sup>e</sup> siècles.

Les Français n'en eurent aucune pas plus que les Espagnols, premiers occupants des Amériques Centrale et Septentrionale, que les Anglais qui leur raflèrent une partie de leurs colonies de ces régions. Les flibustiers ou les boucaniers qui s'installèrent dans les Iles de l'archipel des Antilles de cet immense chapelet en forme d'éventail, qui part de l'extrémité de la Floride pour venir mourir en vue de la côte ferme du Vénézuëla entre le golfe de Mar-caïbo et l'embouchure de l'Orénoque, n'avaient cure de telles préoccupations. Les chasseurs et les trappeurs qui remontaient les rives du Saint-Laurent et qui parfois s'aventuraient par delà la région des grands lacs vers le Sud pour aller rejoindre l'immense Mississipi n'avaient pas plus que les Peaux Rouges le moindre aperçu de ces problèmes philosophiques que Chateaubriand leur prête si bénévolement, pas plus qu'ils n'avaient le lyrisme des Natchez.

Mais après l'ère des conquistadores, celle des flibustiers des « Isles » comme des pionniers du Far West, et de nos jours des « blédards », arrive le moment où il faut

donner des règles à cette gente turbulente, que sont ces hommes ivres d'espace et de liberté. C'est alors qu'apparut le Cardinal de Richelieu. Son Eminence se faisait délivrer en octobre 1626 des lettres patentes qui faisaient de lui le Grand Maître de la Navigation, et, comme tel le chargeaient d'assurer l'essor du commerce de la France avec ces pays lointains.

C'était le début de la colonisation officielle, après l'ère des chevauchées individuelles. il fallait réglementer et régenter dans ces régions du Nouveau Monde ; comme on le fit trois siècles plus tard, pour l'Afrique lors de la Conférence Africaine de Berlin.

Nous n'avons nullement l'intention d'exposer ici ce qu'a été l'œuvre du premier organisateur de la colonisation française, pas plus que de refaire même en raccourci l'histoire de la colonisation française au cours des trois derniers siècles de l'ancienne Monarchie. Un double motif nous arrête dans cette voie : c'est tout d'abord notre incompétence foncière en cette matière, et surtout encore la nécessité de ne pas nous écarter de notre sujet.

Nous nous bornerons donc à indiquer les traits fondamentaux du système de « l'exclusif » tel qu'il fut esquissé par Richelieu et précisé par la suite, ce qui nous permettra de mieux faire ressortir par voie d'opposition les caractères du pacte colonial aux idées et aux conceptions actuellement en cours et dont Jules Ferry doit être considéré comme l'initiateur, tout au moins en grande partie si ce n'est en totalité.

Tout d'abord, quel était sous l'ancien régime le rôle qu'on attribuait aux colonies dans l'économie générale de la France ? C'était comme l'exprimaient les lettres patentes qui confiaient à Richelieu le soin de développer la naviga-

tion commerciale pour procurer à la France, et « de première main » des denrées « utiles et commodés ». Le rôle des colonies est donc d'approvisionner la Métropole en produits que ne lui fournit pas son sol. C'est le sucre, le café, les bois des « Isles », les épices, etc., toutes denrées exotiques que l'on n'aura pas besoin de se procurer à grands frais dans les colonies Espagnoles ou Hollandaises. De là, pour la nation considérée dans son ensemble, c'est-à-dire, en somme pour l'Etat une considérable économie qui compensera, et au-delà, les frais résultant de l'envoi au loin d'administrateurs ou de soldats. Bien conduite et maintenue dans de justes limites, l'opération ne saurait être que fructueuse. Les modalités nécessaires ne se dégagent du reste que peu à peu. Mais du jour où le but apparaît très clairement, la doctrine se trouve fixée et les colonies se peuvent alors définir sans nulle ambiguïté. Elle sont entretenues dans l'intérêt de la métropole qui veut en tirer des profits mercantiles en les chargeant de lui fournir des marchandises et des denrées qu'elle-même ne produit point.

Comme on le voit, la politique mercantile, qui était à l'honneur sous l'ancien régime, se manifestait dans ce domaine de la même façon que dans les relations commerciales avec les autres pays. Cette politique de « l'exclusif » était d'autant plus facile que les Colonies françaises du xvii<sup>e</sup> siècle étaient toutes situées dans la zone tropicale. Certes, comme le fait remarquer M. Schefer, il y avait le cas du Canada. Mais, ces régions de l'Amérique du Nord contribuaient par leurs ressources même au développement des colonies qui étaient les « Iles ». Les poissons de l'Terre-Neuve, plus tard les pêcheries de Saint-Pierre-et-Miquelon serviront à l'alimentation des Colonies.

« C'est, ajoute M. Schefer (1), par une considération de même nature que Colbert justifiait les sacrifices consentis par le Canada : il était capable de fournir aux Antilles les bois de construction dont elles manquaient. Il apparaissait dès lors comme un simple soutien de celles-ci et le fait qu'on lui attribuait ainsi un rôle secondaire explique en partie la facilité avec laquelle sa perte fut acceptée ».

Nous ajouterons, pour notre part, que cette observation explique sans la justifier la célèbre boutade de Voltaire sur « les misérables arpents de neige » du Canada, qui ont été abandonnés d'un cœur si léger aux Anglais.

Quant aux établissements situés sur la côte d'Afrique, notamment au Sénégal, ils servaient de comptoirs de commerce et non pas d'établissements de culture. C'était un second moyen de participer à l'approvisionnement de la métropole en produits exotiques. Par la suite, avec le développement de la traite, ces mêmes comptoirs africains fourniraient des travailleurs aux « Isles ».

Efforçons-nous donc de déterminer quels ont été les traits fondamentaux de ce système de l'exclusif « appelé plus couramment, quoique à tort, « pacte colonial ». En effet, c'est une véritable antiphrase que la dénomination de « pacte » donné à ce système basé rien moins que sur un échange de volonté.

Il avait été imposé par la métropole à ses colonies et il resta en vigueur jusqu'en 1861, malgré les changements de régime survenus en France depuis 1789. Cela prouve qu'il était bien entré dans les mœurs et dans la mentalité françaises. Il a traversé trois révolutions ; car la conception

(1) Christian Schefer. *L'évolution de la colonisation française*, p. 8.

sur laquelle il repose n'a pas totalement disparu, comme nous le verrons au cours de ce travail.

Avant d'indiquer quel fut le sort réservé, dans ce système, aux produits coloniaux à leur arrivée dans la métropole, indiquons le régime appliqué aux habitants de ces pays et plus particulièrement aux autochtones.

Disons tout d'abord que dans les « Isles » (1), les aborigènes qu'avait découverts Christophe Colomb, n'avaient plus tardé à disparaître.

Les causes de cette disparition quelquefois involontaire, parfois même voulue, sont depuis longtemps connues. Nous n'en ferons pas ici l'exposé. Nous renvoyons une fois pour toutes sur cet aspect du « contact des races » à l'ouvrage récemment paru de M. le Professeur Maunier (2) qui paraît, à nos yeux, avoir épuisé la question.

Le point que nous tenons à mettre en lumière, c'est que sous l'ancien régime, la Métropole a eu une seule préoccupation : aménager ses Colonies pour la seule satisfaction de ses besoins, strictement économiques. L'idée ne serait pas plus venue à Richelieu qu'à Colbert, qui fit rédiger le Code Noir, que la Métropole avait des devoirs à remplir vis-à-vis des populations de couleur qui peuplaient ses domaines. La France à cette époque n'a donc pas à se préoccuper de politique indigène à l'intérieur de ses possessions.

(1) En Guyane, la situation n'a pas été la même ; les Français n'y firent aucun établissement ; ils se bornèrent à créer un ou deux comptoirs tout comme au Sénégal pour commercer avec les indigènes tenus à distance.

(2) René Maunier. *Sociologie coloniale. Introduction à l'étude du contact des races*, Paris 1932.

En effet, ces possessions qui sont de deux ordres d'abord les établissements de cultures : Antilles, Ile Bourbon (Réunion) et Ile de France (Maurice) sont « de véritables usines agricoles » appartenant et administrées par des Français qui alors s'expatriaient. Quant aux esclaves importés d'Afrique, pas de statut à leur profit, cela va sans dire ; il en sera ainsi jusqu'à la Révolution Française.

Nous avons indiqué comment se présentait le système de « l'exclusif » quant aux personnes chargées de l'appliquer là-bas ; passons aux produits coloniaux qui étaient la raison d'être de ce soi-disant « pacte colonial ».

Le premier principe est que le débouché offert par le marché colonial est exclusivement réservé à la Métropole. Cette conception qui n'est pas spécifiquement française a été appliquée avec la même rigueur par l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal et les Pays-Bas, c'est-à-dire toutes les métropoles des premiers siècles de la colonisation.

La conséquence de ce premier principe c'est que les navires étrangers n'avaient pas le droit d'aborder dans un port colonial ; l'on punissait sévèrement ceux qui auraient acheté des marchandises apportées par ce navire.

Ensuite, les produits de la Colonie doivent être tout d'abord transportés sur le marché métropolitain. Un arrêt du Conseil du roi de 1708 obligeait les navires français à amener tout d'abord en France les produits qu'ils avaient chargés dans les Colonies. Il va sans dire que ces produits coloniaux n'étaient pas tous vendus sur le marché intérieur. Il fallait bien que le surplus fut écoulé dans les pays étrangers. Mais les acheteurs français commençaient par faire leur choix dans les produits coloniaux et le surplus invendu pouvait être écoulé sur les marchés étrangers. Comme on le voit, c'était là une source d'opérations intéressantes que

cette réexpédition sur l'étranger, c'est ce qu'on appelait le « commerce des transports ».

Une seule exception qui est d'importance pour la métropole était admise dans cette réexportation des marchandises coloniales : les matières premières en étaient exclues. Comme nous le verrons par la suite, les Colonies ne pouvant faire procéder à aucune transformation sur place de leurs propres produits ; l'excédent réexportable sur l'étranger ne devait pas être considérable.

Le troisième caractère du système que nous relatons ici était qu'il existait un monopole de pavillon au profit des navires français. C'était le contre pied de « l'act de navigation » de Cromwell. Tous les transports entre la métropole et ses colonies étaient réservés à ses bâtiments et les navires étrangers en étaient exclus.

Le quatrième caractère du système était l'interdiction faite aux colonies d'installer sur leur territoire des industries de transformation. Cette prohibition s'appliquait à toutes les industries indistinctement. On ne cherchait pas à faire une discrimination entre les objets fabriqués en France et ceux fabriqués dans les pays étrangers. Pour cette dernière catégorie, il n'y aurait pas eu évidemment de concurrence faite aux industries métropolitaines, mais le commerce d'exportation de la métropole en aurait ressenti le contre-coup ; car il n'aurait pas eu à approvisionner entièrement les colonies comme il le faisait.

En résumé, le territoire colonial est destiné à fournir à la métropole des denrées alimentaires et des matières premières que son sol ne peut lui fournir. Tout ce que les colonies ne peuvent produire elles-mêmes doit leur être fourni par l'industrie et le commerce métropolitains.

Jusqu'ici, nous n'avons mentionné que les avantages que les métropoles tiraient du système de « l'exclusif » ou du « pacte colonial ». Mais, si pacte il y a, que doivent recevoir les colonies en contre-partie ?

Le seul avantage, si l'on veut, qui résultait pour les Colonies de cet assujettissement économique était le monopole dont elles jouissaient pour l'écoulement de leurs produits et de leurs denrées sur le marché français.

Les produits similaires venant des colonies étrangères étaient prohibés ou s'ils étaient admis sur le territoire métropolitain, c'était après avoir payé, comme une sorte de tribut, de lourdes taxes qui pesaient en dernière analyse sur qui ? sur le propre consommateur français.

Mais nous verrons que par la suite, la situation privilégiée qui était faite aux produits des « Isles », particulièrement au sucre de canne, va être battue en brèche par l'avènement du sucre de betterave. Cette concurrence est la suite directe du blocus continental qui fut lui-même la conséquence des guerres de la Révolution et du premier Empire. Ce fut la première atteinte sérieuse, dans l'ordre économique, au système du pacte colonial. Le système en subit bientôt d'autres, comme nous allons le voir, en attendant sa disparition sous Napoléon III.

## CHAPITRE V

---

### **Les atteintes au système de « l'exclusif » et sa disparition sous Napoléon III**

---

Nous venons de dire que le système colonial de l'ancien régime, basé sur le monopole de fait accordé à l'industrie sucrière des colonies tropicales avait subi une grave atteinte par l'emploi de la betterave pour la fabrication du sucre. Cette modification dans un ordre de choses déjà séculaire s'est produite sur le terrain économique qui est à la base même du système. Mais ce régime comporte aussi un ordre politique qui fut le premier atteint : ce fut l'œuvre de la Révolution française.

Il est certain que la Révolution française qui a bouleversé non seulement la France et l'Europe, mais a secoué le monde entier, ne pouvait pas ne pas avoir une profonde répercussion sur les colonies.

Si la Révolution n'a pas modifié le pacte colonial proprement dit, c'est-à-dire les rapports économiques existant entre la métropole et ses colonies, elle a cependant bouleversé les rapports politiques existant entre eux. Il y avait là le germe de modifications profondes qui ne pouvaient tarder à se manifester.

Il ne faut pas oublier en effet, que la Constituante avait reconnu aux colonies le droit de se faire représenter par des députés à l'Assemblée. La Convention allant plus loin a

aboli l'esclavage. C'était là des mesures tout à fait révolutionnaires qui bouleversaient l'ordre des choses établi dans les « Isles » depuis des siècles. Nous avons déjà dit que le régime auquel l'ancienne monarchie avait soumis ces populations était l'assujettissement le plus complet. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement ; l'absolutisme qui sévissait en France ne pouvait être que plus fort encore aux colonies. Donc pas de représentation sous aucune forme, pas même des assemblées de notables, comme il s'en est réuni pendant l'intercession des Etats-Généraux, qui a duré de 1610 à 1789.

Certes, les droits politiques conférés aux colons puis étendus aux hommes de couleur sous la Révolution n'a pas duré longtemps. Napoléon I<sup>er</sup> a rétabli l'esclavage, ce qui a fait perdre à la France Saint-Domingue. Mais, sous son règne, il n'a plus été question en France que dans les colonies de l'exercice de droits politiques quelconques.

Cependant les germes de liberté, d'émancipation, d'égalité de tous les hommes devant la loi s'étaient répandus partout. C'était là un levain qui devait forcément germer quand on songe à ce qu'est cette nature tropicale dont les enfants sont si imaginatifs et si emballés.

Nous n'allons pas suivre le développement de ces idées nouvelles, fruit de la Révolution et chercher à déterminer ce qu'elles ont produit dans les colonies de culture, qu'ont été les Antilles et les Iles Bourbon (La Réunion) et de France (Maurice). Nous pensons que les germes nouveaux jetés par la Révolution ont eu plus d'effet que le système l'exclusif, conservé par la Révolution, que n'en a eu le blocus Continental, malgré le coup de fouet qu'il a donné à l'industrie métropolitaine.

L'ébranlement causé par la Révolution commençait à peine à s'atténuer que survenait la Révolution de 1830. C'était peu après l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises. L'Angleterre avait précédé la France dans cette voie.

C'était là, comme on le voit, plus qu'il n'en fallait pour surexciter les esprits, créer de l'agitation, parfois même des tentatives de révolte dans les « Isles », bref, créer un état d'esprit nouveau que ne pouvait satisfaire l'antique pacte colonial avec son double assujettissement politique et économique.

Bornons-nous à signaler cet état d'esprit générateur d'un ordre de choses nouveau dont les deux principales manifestations sont : l'abolition de l'esclavage en 1848 et la révolution économique, conséquence du traité franco-anglais de 1860 qui s'est manifestée par le Sénatus-Consulte bien connu de 1866.

Napoléon III, disciple de Frédéric Bastiat, imbu des idées libérales, n'a pas rapporté comme l'avait fait Napoléon I<sup>er</sup> vis-à-vis de la Convention, l'abolition de l'esclavage proclamé en 1848.

Cet empereur, qui avait conçu pour l'Algérie le fonctionnement d'un royaume (1) Arabe, ne pouvait se montrer moins bienveillant pour les populations des Antilles et de la Réunion.

(1) Jules Ferry rappelle dans son rapport sur l'Algérie comment l'empereur Napoléon III, après une tentative infructueuse d'un ministère de l'Algérie, « s'adonna aux rêves d'un empire arabe ». Cf. Gouvernement de l'Algérie, p. 68.

La politique de la France vis-à-vis de ses colonies sera bien à cette époque aux antipodes de ce qu'elle était sous l'ancien régime. Les colonies vont connaître une ère de libéralisme jusque-là insoupçonnée, qu'elles ne devaient plus revoir par la suite.

Comment expliquer ce revirement alors que la révolution française elle-même qui s'était montrée très libérale sur le terrain politique ne l'avait pas été du tout sur le terrain économique ? Nous pensons que la raison d'être de cette attitude nouvelle est d'abord une conséquence lointaine de la révolution française. Quatre facteurs nouveaux ont ensuite joué dans le même sens : deux dans l'ordre politique et deux sur le terrain économique.

Dans l'ordre des idées la conquête de l'Algérie a été une innovation complète sur ce qu'était la politique coloniale française sous l'ancien régime.

La France n'a plus eu à s'occuper seulement des colons français, la population servile étant sans intérêt pour elle. En Algérie au contraire, se sont posés pour la première fois des problèmes nouveaux de politique indigène, chose qui ne s'était encore jamais vue.

Enfin, sur le terrain politique, après l'abolition de l'esclavage en 1848, un nouveau problème social était encore apparu.

Dans l'ordre économique pur, le développement de l'industrie du sucre de betterave qui commençait à concurrencer sérieusement celle du sucre de canne, constituait une atteinte très grave au pacte colonial, dans le seul avantage qui en résultait pour les colonies.

Quand, brochant sur le tout, est intervenu le traité franco-anglais de 1860, le système du pacte colonial avait vécu. Sa disparition fut consacrée par la loi de 1861. Qu'al-

lait faire la métropole vis-à-vis de ses colonies après avoir elle-même viré de bord d'une façon si soudaine, voire si brutale ? La réponse à cette question a été donnée par le Sénatus-Consulte de 1866.

Les colonies seront désormais maîtresses en principe de leurs tarifs douaniers. Du protectionnisme complet on a passé au système de l'autonomie douanière. Les assemblées locales coloniales voteront leurs droits de douanes sous le contrôle du pouvoir central.

C'est ce qui a fonctionné jusqu'en 1892. Nous n'avons pas à dire ici comment et pourquoi on l'a abandonné. Constatons que c'était la conception encore régnante à l'époque de Jules Ferry, et qu'il n'a pas cherché sur ce point à revenir en arrière pas plus d'ailleurs que sur la politique indigène du second Empire.

C'était là, très certainement, une tradition que cet homme d'Etat entendait conserver tout comme celle qu'il suivait en Tunisie en ne voulant pas y laisser une porte ouverte ou profit d'une puissance étrangère.

Nous voyons donc par cet aperçu forcément court, quelle a été l'évolution des idées coloniales en France depuis l'ancien régime. Il nous reste à montrer dans quelle mesure Jules Ferry a continué la politique libérale du second Empire, très compréhensive de la mentalité différente de ses sujets exotiques et soucieuse de se les attacher par une politique juste et bienfaisante.



## CHAPITRE VI

---

### **Les conceptions politiques de Jules Ferry en matière de colonisation**

---

Nous nous efforcerons dans ce chapitre de déterminer quelles ont été les conceptions politiques de Jules Ferry en cette matière réservant pour le chapitre suivant ses vues économiques.

Il est en général assez malaisé de faire un départ entre ces deux ordres d'idées ; car, en toutes matières ces deux ordres d'idées se pénètrent réciproquement et dans notre matière l'interpénétration de l'économique et du politique est des plus marquée. En ce qui concerne notre homme d'Etat, cette discrémiation est d'autant plus difficile à faire qu'il a été surtout un homme d'action et non pas un théoricien exposant ses vues *ex cathedra*, dans l'espèce du haut de la tribune des Chambres sans se préoccuper de la réalité.

Nulle part, on ne trouve systématisées en un corps de doctrine les vues de Jules Ferry en économie coloniale. Peut-être l'eut-il fait un jour, mais il a été enlevé trop tôt à son pays pour qu'il ait pu réaliser un tel dessein si tant est qu'il l'ait jamais eu. Sa correspondance (1) que

(1) Lettres de Jules Ferry publiées par E. Ferry, Paris, Calman-Lévy, 1914.

nous avons dépouillée n'en porte nulle trace. C'est dans ses discours, soit à la Chambre des Députés, soit au Sénat, c'est encore et surtout dans son rapport (1) sur l'Algérie qu'il a soumis au Sénat en 1890 que nous avons pu glaner des renseignements intéressants qui nous ont permis de tenter cet exposé purement doctrinal.

Jules Ferry se rendait lui-même bien compte que la colonisation n'est pas l'œuvre d'un jour ni d'un homme. On ne saurait, disait-il, avoir à l'avance un programme tout préparé qui se déroulerait « comme une pièce savamment combinée » (2).

Tout le morceau qui est une belle page d'éloquence et d'histoire coloniale est à retenir. C'est la meilleure préface que nous puissions offrir sur les vues de la politique coloniale de cet homme d'Etat.

M. le Président du Conseil (3). « Je vous le demande, « messieurs, dans quelle histoire coloniale, chez quelle « grande nation, quelle qu'elle soit, trouvez-vous ces programmes tracés d'avance, ces conceptions qui se déroulent comme une pièce savamment combinée ? Est-ce que « c'est, par hasard, dans l'histoire de nos colonies du « dernier siècle, dans l'héroïque et brillante histoire des « Indes françaises et du Canada ? Est-ce que, au dix-neuvième siècle, c'est dans le développement de la colonisation algérienne ? Est-ce que, dans l'histoire de la plus « puissante nation coloniale du monde, dans la grande his-

(1) Présenté au nom de la Commission sénatoriale qui avait parcouru l'Algérie. Ce rapport a fait l'objet d'un tirage à part intitulé « Le Gouvernement de l'Algérie ».

(2) et (3) Discours de Jules Ferry à la Chambre des Députés, séance du 26 nov. 1884. (*Officiel* du 27 nov. 1884).

« toire coloniale de l'Angleterre, vous trouvez cet esprit  
« de suite, cette systématisation de tous les plans, cette  
« conception préalable et ces discussions calmes, solen-  
« nelles et graves devant les pouvoirs publics, avant toute  
« action ?

« Est-ce que vous ne savez pas que, dans toutes ces  
« entreprises, les événements, les hommes, l'activité ou  
« l'inertie des chefs militaires, le génie, les défaillances ou  
« l'incapacité des gouverneurs, décident de la fortune ou  
« de la prospérité des entreprises coloniales ? (Très bien !  
« très bien ! au centre).

M. Edouard Lockroy. — « C'est la théorie du hasard ».

M. le Président du Conseil. — « Ce n'est pas une  
« théorie, c'est l'expérience de l'histoire... »

M. Andrieux. — « Ce sont les circonstances atténuan-  
« tes de l'incapacité ».

M. le Président du Conseil. — « ... qui ne se comporte  
« pas, comme vous le savez aussi bien que moi, mon hono-  
« rable collègue Monsieur Lockroy, d'après des règles  
« préconçues, mais qui est malheureusement sujette et  
« subordonnée aux volontés humaines, au hasard, aux fai-  
« blesses des uns et au génie des autres ; c'est tout cela  
« qui fait l'histoire. Et l'histoire des entreprises coloniales  
« est, plus que toute autre, subordonnée à ces caprices des  
« événements, à ces hasards des hommes d'élite ici, des  
« hommes inférieurs autre part, et à cet esprit, plus ou  
« moins entreprenant, des représentants d'un gouverne-  
« ment central, qu'il soit parlementaire ou despotique. Dans  
« combien d'entreprises sur une petite échelle, le gouver-  
« nement de Louis-Philippe, qui n'avait cependant pas  
« l'esprit colonisateur, et le gouvernement parlementaire  
« anglais, sur une grande échelle, n'ont-ils pas été entraî-

« nés par leurs chefs militaires, par leurs marins et leurs  
« gouverneurs ! C'est l'histoire de tous les jours ; c'est  
« l'évidence même ».

Ce n'est nullement la « théorie du hasard » qui était prônée par Jules Ferry. Il voulait faire toucher du doigt à la Chambre l'impossibilité absolue dans laquelle il se trouvait de la tenir préalablement au courant de toutes les décisions qui pouvaient être prises dans une campagne militaire conduite à 3.000 lieues de la métropole. Il ne pouvait, comme Chef du Gouvernement dans un pays à régime parlementaire dissérer à la tribune sur les imprévus quotidiens des opérations militaires. En somme, ce qu'il demandait au Parlement, c'était de laisser à l'exécutif prendre toutes ses responsabilités. Du moment qu'il avait la confiance du Parlement, il devait pouvoir agir et n'être contrôlé que sur ses résultats. Mais comment faire accepter à des Députés qui se croient omniscients, chacun étant un souverain au petit pied, que les nécessités de la guerre (aussi bien aux colonies qu'en France en 1914) leur imposent l'obligation de délivrer un blanc-seing au chef du Gouvernement ? Les démocraties sont chatouilleuses et aussi despotiques que les monarques les plus absolus. Nous le savons depuis l'époque de la Grèce antique et de Rome. Jules Ferry en souffrit tout le temps qu'il fut au pouvoir.

Jules Ferry posait donc en principe qu'un chef de gouvernement ne pouvait être perpétuellement mis sur la sellette. Il ne prétendait nullement s'affranchir du contrôle du Parlement. Mais il ne pouvait faire régler le plan des opérations militaires dans les séances de l'une ou de l'autre Chambre pas plus qu'au sein des Commissions. Il entendait laisser au chef militaire qui avait la confiance du gouvernement l'initiative et la responsabilité des opérations.

En agissant de la sorte, Jules Ferry laissait-il aux généraux toute liberté d'agir à leur guise ? La réponse à cette question nous est donnée par l'interpellation dont il fut l'objet un jour (1) à la Chambre des Députés. Il affirma à cette occasion la suprématie du pouvoir civil en la personne du gouverneur général de l'Algérie à l'égard de l'autorité militaire représentée par le général commandant le corps d'Armée d'Afrique.

Quant au rôle de ce gouverneur général, qui est la clef de voûte de son système politique colonial, il s'en est occupé longuement dans le rapport qu'il a conservé à l'Algérie, lors de l'enquête qui y fut faite en 1890 par la Commission du Sénat dont il était le rapporteur.

Le système des gouverneurs généraux s'est de plus en plus répandu en France dans l'administration des colonies. Il en est presque la cheville ouvrière. Examinons ce qu'en pensait l'homme qui a, sinon le plus contribué à son emploi, du moins su le mieux montrer ce que devait être ce haut fonctionnaire.

Reprenant à son compte la définition même de M. Béhic (2), Jules Ferry dit à son tour : « Le Gouvernement  
« général de l'Algérie est une œuvre complexe, plus encore  
« politique qu'administrative qui exige une connaissance  
« approfondie des hommes et des choses et un certain  
« nombre de qualités spéciales qu'on ne peut attendre que  
« d'une administration localisée, attachée au sol, identi-

(1) Séance précitée du 6 novembre 1881.

(2) Il fut le rapporteur de la Grande Commission extra parlementaire de 1869-1870.

« fiée avec sa tâche, inspirée et centralisée par une auto-  
« rité supérieure, armée de grands pouvoirs, localisée elle-  
« même, vivant au sein des populations dont elle a la  
« charge familière, enfin avec leur esprit et même avec  
« leurs préjugés... »

Jules Ferry s'approprie donc la formule de M. Béhic sur le gouvernement général. Il trouve en effet que l'on ne saurait dire mieux en moins de mots pour indiquer ce que doit être ce rouage si complexe qu'est le gouvernement général d'un pays plus vaste que la France et dont la population n'atteint pas cependant le sixième de sa métropole.

Il ne se contente pas de cette définition du gouvernement général, il cherche dans le rapport qu'il a soumis au Sénat à déterminer ce que doit être pour lui l'homme qui occupera cette haute fonction.

Jules Ferry considère que le Gouverneur général, qui ne saurait avoir rang de ministre, comme ce fut le cas à l'époque de l'Empire libéral, devrait cependant avoir une situation presque semblable à celle d'un véritable ministre, sauf naturellement qu'il ne serait pas soumis personnellement au contrôle des Chambres ni à la règle de la solidarité ministérielle. Le fonctionnement complet du régime parlementaire ne le permet pas le fait-il remarquer et il en est presque à le regretter.

En revanche, ce Gouverneur général sera responsable en quelque sorte par personne interposée. C'est le ministre de l'intérieur qui aura à répondre politiquement du Gouverneur général devant les Chambres. Mais celles-ci pourront entendre le Gouverneur général quand elles le voudront, lui réclamer toutes les précisions et explications qu'elles jugeront nécessaires à l'occasion des actes impor-

tants qu'il aura accomplis. D'ailleurs, en tant que Commissaire du Gouvernement, il aura toujours l'accès des Chambres, quand ce ne serait que pour y soutenir et faire voter son budget.

Citant M. Casimir Fournier dans son rapport (1), Jules Ferry reproduit son opinion en se l'appropriant à son tour : « Je comprends que la responsabilité est désirable  
« mais la Constitution s'oppose à ce qu'on puisse l'établir.  
« On demande que le gouverneur général soit responsable  
« parce qu'il a un pouvoir propre. Mais en France et aux  
« colonies, il existe un grand nombre de fonctionnaire qui  
« ont un pouvoir propre et qui ne sont pas pour cela res-  
« ponsables... Il faut que les députés puissent redresser  
« en les signalant les mesures et les pratiques défectueuses  
« qui existent dans l'administration algérienne. Mais c'est  
« aux ministres qu'il appartient d'accepter la responsabi-  
« lité et de l'organiser. Toute responsabilité n'aboutit pas  
« à la chute du cabinet qui la supporte. L'ordre du jour  
« qui intervient peut blâmer individuellement le Gouver-  
« neur général et le séparer complètement du ministre  
« responsable ».

Jules Ferry pour renforcer cette conception invoque encore l'exemple de l'Angleterre. Il rappelle comment les choses se passent dans l'Inde. En effet, dit-il, au-dessus du vice-roi de l'Inde, il y a le Secrétaire d'Etat pour l'Inde qui assume devant le Parlement toutes les responsabilités de son subordonné. Cependant, ce vice-roi a un pouvoir  
« qui s'étend sur 250 millions d'êtres humains, et il est  
investi d'attributions bien autrement importantes que celles

(1) *Gouvernement de l'Algérie*, p. 71.

du gouverneur général de l'Algérie, puisqu'il légifère pour le peuple conquis ».

L'exemple offert par l'Angleterre à Jules Ferry avait fait sur lui une grande impression. Il insiste très longuement sur ces pouvoirs considérables délégués par le ministre responsable au vice-roi, son subordonné. Cependant Jules Ferry ne cherche nullement à pousser l'assimilation entre ces deux hautes fonctions autant qu'une lecture superficielle de son rapport pourrait le faire croire.

Il se rend bien compte que la situation de l'Inde n'est pas celle de l'Algérie. Ce qu'il veut montrer, c'est le système anglais qui consiste à laisser le pouvoir local agir sous sa propre responsabilité tout en laissant cependant au ministre assumer la responsabilité politique des actes de son subordonné devant le Parlement.

Sous cette réserve qu'il nous paraissait indispensable de formuler, pour éviter toute équivoque, nous ne pouvons qu'admirer cette façon de voir de Jules Ferry qui s'exprime dans les termes suivants (1) : « Nos voisins ont, en « effet tiré de leurs longues et nombreuses expériences « coloniales, la conclusion qu'il faut laisser beaucoup d'in- « dépendance administrative aux pouvoirs locaux. A ceux- « ci la libre initiative, au pouvoir métropolitain le contrò- « le. Cette distinction, que nous ne devrions jamais perdre « de vue a été formulée avec une rare précision par un « des plus grands philosophes de l'Angleterre, M. John « Stuart Mill, qui avait de bonnes raisons pour bien connaître le gouvernement de l'Inde.

« Le gouvernement exécutif de l'Inde est et doit être « dans l'Inde. La fonction principale du gouvernement

(1) *Gouvernement de l'Algérie*, p. 72.

« métropolitain ne consiste pas à diriger les détails de  
« l'administration, mais à examiner avec soin les actes déjà  
« accomplis du gouvernement de l'Inde, à indiquer les  
« principes, à donner les instructions générales ayant pour  
« but de guider la conduite de ce gouvernement et à accor-  
« der ou à refuser sa sanction aux mesures politiques im-  
« portantes qui doivent être soumises à son approbation ».

Ayant ainsi esquissé ce que doit être un gouverneur général aux yeux de Jules Ferry, il nous reste à montrer quel doit être le rôle de ce haut fonctionnaire vis-à-vis des populations qu'il administre.

Ce rôle a été tracé d'une façon magistrale. Jules Ferry, dont nous nous efforçons ici de déterminer les directives spirituelles, a montré un très haut souci d'impartialité et la plus haute compréhension qu'un homme d'Etat puisse avoir de ces problèmes nouveaux de la colonisation moderne.

En effet, la France n'était plus comme au temps du système de l'exclusif en face de colons purement français d'un côté et d'une population servile de l'autre, mais de deux races, certes de civilisation différentes, cependant également soucieuses de leur honneur et de leur dignité.

Pour nous faire toucher du doigt ce que doit être « le devoir du gouverneur général », Jules Ferry nous fait en raccourci le portrait du colon tel qu'il l'a vu et tel qu'il devrait être. Par opposition, il montre ce qu'est resté l'indigène qui est « résigné, docile, appelé à demeurer pauvre ». Il ne le juge pas toujours « irréconciliable ». Il pense qu'« avec des années le souvenir des luttes sanglantes s'effacera » grâce aux bienfaits que doivent lui apporter la civilisation et la justice françaises.

Quant au colon, dit-il, c'est un « travailleur » et un « patriote », mais il juge qu'il n'a pas ce qu'on peut appeler la vertu du vainqueur, l'équité de l'esprit et du cœur et ce sentiment du droit des faibles qui n'est nullement incompatible avec la fermeté du commandement. Il est difficile de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en pays arabe et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci.

Craignant que le lecteur ne lui fasse dire plus qu'il ne pense du colon algérien, Jules Ferry s'empresse d'ajouter : « le colon n'opprime pas l'indigène au sens grossier du mot ». Pour préciser toute sa pensée, le rapporteur de la Commission Sénatoriale ajoute une touche nouvelle à son tableau : « Mais si la violence n'est pas dans les actes, elle « est dans son langage et dans les sentiments. On sent qu'il « gronde encore au fond des cœurs un flot mal apaisé de « rancune, de dédain et de crainte.

Enfin, notre homme d'Etat ne veut pas laisser croire qu'il n'ait pas rencontré un homme juste et intelligent parmi tous les colons qu'il a vus et entendus, il ajoute : « bien rares sont les colons pénétrés de la mission éducative et civilisatrice qui appartient à la race supérieure, « plus rare encore sont ceux qui croient à une amélioration « possible de la race vaincue. »

Quelle sera la conclusion au point de vue de l'administration générale de ce vaste pays, de la situation respective de ces deux races rivales ? voici la réponse que donne Jules Ferry : « Le gouverneur général est la seule force organisée qui puisse maintenir entre elles (la race européenne et l'indigène) un juste équilibre.

[

(1) *Cod. op.* loc. cit.

Responsable de la paix publique, gardien de l'ordre et « de la justice, le Gouverneur général est « le défenseur « naturel du peuple indigène contre les convoitises ar- « dentes, autant que naïves qui l'entourent et qui l'as- « siègent ».

Terminons l'étude de cette partie politique par l'exposé des idées de Jules Ferry sur la représentation de toutes les populations d'Algérie, sans distinction de race, au sein d'une assemblée élue. Ce n'est pas le danger des séparations lointaines, toujours contenues en germes dans l'institution d'un Parlement colonial si modeste qu'il se fasse à ses débuts que nous redoutons. Il n'existe pas, nous l'avons dit, il ne saurait exister de longtemps, d'éléments séparatistes en Algérie. C'est l'autorité propre, l'indépendance dont le gouverneur général a besoin vis-à-vis des éléments divers dont se compose notre grande colonie que nous voulons sauvegarder.

Enfin, dans son haut souci d'impartialité, il apporte la constatation suivante : « Ni le savoir, ni le talent ne font défaut dans les conseils élus de l'Algérie ». Que manque-t-il alors à ses yeux ? C'est le point de vue d'ensemble, l'idée supérieure et générale ce qu'on appelle l'esprit public ».

Cette question de la représentation a évolué forcément depuis l'époque où Jules Ferry rédigeait ce rapport. L'institution des délégations financières algériennes qui est sorti de cette mission a fait beaucoup de bien à cette colonie française. La France peut-elle aller plus loin ? peut-elle accorder le droit de vote à tous les Algériens, Arabes, Berbères ou autres, même aux non-renonçants, c'est-à-dire aux indigènes qui conservent le bénéfice de leur statut personnel. C'est le problème qu'un journaliste français de

grande valeur M. Helsey a exposé dans plusieurs articles du « Journal ». (1) Cet écrivain qui venait de parcourir toute l'Algérie et avait procédé à une enquête très approfondie n'a pas osé trancher ce problème. Qu'il nous soit permis, incompetents comme nous le sommes, de garder un silence non moins prudent en face d'un problème d'une telle envergure.

Jules Ferry, au cours de sa mission (2) en Algérie a examiné les répercussions économiques de l'occupation française. Elles découlent en très grande partie dit-il de « ces mesures économiques injustes ou mal conçues, des « rigueurs du régime forestier de l'expropriation du sol « natal des sequestres qui ne se liquident pas, de l'explo- « tation des douars indigènes par les communes de plein « exercice, du poids incessamment accru des impôts et de « l'arbitraire dans la perception ».

Ceci nous amène à dire un mot de l'assimilation de la population indigène aux européens et des tentatives plutôt malheureuses qui ont été faites en ce sens.

C'est ainsi que parlant de la constitution de l'état civil chez les indigènes, notre rapporteur déclare que cela « pro- « cédait (3) d'une bonne pensée. Ouvrir aux naissances « et aux décès des registres réguliers est un objet des plus « louables ; mais entreprendre de débaptiser et de rebap- « tiser 3 millions d'indigènes est une œuvre singulière- « ment compliquée. On a voulu faire la clarté, on n'est « arrivé qu'à accroître la confusion et à multiplier sans « grand profit le nombre des mécontents ».

(1) Cf. N<sup>os</sup> du *Journal*, mois d'août 1933.

(2) Eod. op.

(3) Eod. op.

Sur l'instauration de la procédure et de la justice française, Jules Ferry porte une appréciation on ne peut plus sévère : « Nous n'avons su donner au peuple conquis  
« ni la justice rapide, ni la justice à bon marché ; notre  
« procédure est plus formaliste, partant plus lente et plus  
« coûteuse. Nos juges de paix et suppléants pour la plu-  
« part tombant de France sans rien savoir ni des lois qu'ils  
« doivent appliquer ni de la langue de leurs justiciables,  
« livrés à l'intervention équivoque des interprètes indi-  
« gènes, en sont venus à faire regretter aux Arabes, race  
« pauvre et processive, la juridiction décriée, mais très ex-  
« péditive de leurs cadis ».

Telles sont les principales constatations qui ont été faites par la commission sénatoriale dont Jules Ferry a été le rapporteur averti et écouté.

Elles montrent que notre homme d'Etat a su voir ce qu'il y avait de funeste dans une assimilation factice parce que trop rapide et non étudiée. En revanche, il est donc non pour l'assimilation pure et simple mais pour l'association et la collaboration (1) entre les deux races, le protagoniste de l'enseignement laïque a montré dans ce même rapport la nécessité qu'il y avait à créer des écoles indigènes. Il a noté les protestations indignées qui ont été formulées dans certains milieux contre ce projet. En dehors des écoles, des hôpitaux, des cliniques, ont été ouverts un peu partout en même temps que des routes et des voies ferrées étaient construites. C'était et ce sera toujours de la bonne politique pas seulement indigène, mais humaine.

(1) Pour plus de développements sur la différence entre la collaboration et l'assimilation, tout le chap. V de l'ouvrage de M. le Professeur Maunier « Sociologie coloniale »,

Ce fut le plus clair de l'œuvre du voyage entrepris en 1890 par la Commission Sénatoriale dont faisait partie Jules Ferry.

Disons encore qu'à nos yeux les idées que Jules Ferry a exprimées dans son rapport dont nous nous sommes servis peut-être trop franchement, s'appliquent « mutatis mutandis » aussi bien à l'Indochine qu'à l'Afrique occidentale.

Certes, nous ne prétendons pas que le problème se présente partout de la même façon ; les données ne sont d'ailleurs pas toujours les mêmes. C'est l'esprit, ce sont les vues d'ensemble, et pour employer l'expression même de Jules Ferry, « c'est l'idée supérieure et générale » qui compte et qui s'adapte aux situations diverses en présence desquelles on peut se trouver. Cette « vue d'ensemble » de Jules Ferry que nous venons de tracer s'est-elle manifestée d'une façon aussi précise sur le plan de l'économie pure ?

## CHAPITRE VII

---

### Les conceptions économiques de Jules Ferry

---

Nous aurons dans ce chapitre, qui sera le dernier de notre étude, à nous adresser aux mêmes sources pour rechercher quelles ont été les idées de Jules Ferry dans le domaine économique.

Nous savons déjà et nous l'avons montré dans notre introduction consacrée à une courte biographie de cet homme d'Etat, qu'il avait débuté dans la vie publique sous l'empire libéral qui fut la période la plus brillante du second Empire. Le libéralisme économique régnait en maître. Le commerce et l'industrie étaient prospères. Les hommes d'affaires faisaient de grandes fortunes. C'était l'époque où Ferdinand de Lesseps poursuivait à Suez son grand œuvre.

Jules Ferry qui nous montre à maintes reprises, dans ses discours au Parlement, que dans ses interventions en Tunisie, au Tonkin ou ailleurs encore, il poursuivait une politique traditionnelle, n'entendait certes pas sur le terrain économique faire moins que ne l'avait fait le régime impérial.

En protégeant les intérêts français à l'étranger, notamment en Tunisie, il s'exposait à des critiques désobligeantes, voire à des insinuations, pour ne pas dire à des accusations on ne peut plus injustes.

Le « tombeur » des Ministères, Georges Clémenceau, ne s'en fit pas faute (1) au cours de la mémorable séance du 8 Novembre 1881 que nous avons analysée dans la partie de ce travail consacrée au milieu politique.

Jules Ferry tint donc à honneur de protéger les intérêts français au dehors. Mais nous allons rencontrer ici une contradiction qui nous a surpris étrangement tout d'abord. C'est que certains de ces hommes qui reprochaient à Jules Ferry la protection qu'il accordait aux intérêts des financiers en Tunisie, lui reprochaient à d'autres moments de ne pas intervenir suffisamment pour la sauvegarde des intérêts français à l'étranger.

A bien réfléchir, cette contradiction ne doit pas surprendre, puisque, comme on l'a dit, il n'y pas de justice en politique. D'ailleurs, la vie même de Jules Ferry, que nous avons étudiée, nous en offre maints exemples.

Au cours de la séance du 5 Novembre 1881, il exhale dans un cri de désespoir qui est un morceau de grande éloquence toute la souffrance intime que lui causait cette attitude à double face de ses adversaires. Le morceau tout entier est à lire. Le commentaire que nous en ferions ne pourrait qu'affaiblir la pensée de l'orateur.

« On a beaucoup parlé des affaires tunisiennes, des affaires que la France a défendues en Tunisie. Mais, messieurs, la France peut en parler ; la diplomatie française peut en revendiquer la responsabilité. Ah ! nous sommes un peuple étrange ! Que de fois, dans les journaux, à la tribune, à cette tribune même, nous avons entendu cri-

(1) L'expédition de Tunisie n'avait été entreprise que pour favoriser les intérêts particuliers des trois sociétés de Bône-Guelma, de la Société Marseillaise et du Crédit Foncier projeté par M. Léon Renault,

« tiquer l'indifférence, l'insouciance que les membres du  
« corps consulaire témoignaient à l'égard des intérêts fran-  
« çais ! Que de fois, il y a peu de temps encore dans  
« l'affaire Prieu, qui avait des défenseurs de ce côté de la  
« Chambre...

M. Talandier. — « Parfaitement ! Je demande la pa-  
« role ».

M. le Président du Conseil. — « Monsieur Talandier,  
« vous êtes, en effet, un de ceux qui défendaient M. Prieu ;  
« vous êtes un de ceux qui se plaignaient du délaissement  
« dans lequel, dit-on, les représentants de la France lais-  
« sent leurs nationaux à l'étranger. Messieurs, on dit cela  
« à la tribune, on dit cela dans la presse, et quand un  
« agent français, quand un fonctionnaire du Gouverne-  
« ment se montre, au milieu des épreuves les plus diffici-  
« les, l'homme de sa nationalité, quand il prend à cœur la  
« défense des intérêts de la France, comme les représen-  
« tants de l'Angleterre prennent celle des intérêts anglais,  
« cet homme-là on le jette aux gémonies... (Applaudisse-  
« ments à gauche et au centre) et on l'oblige à venir dé-  
« montrer devant les tribunaux français qu'il n'est ni un  
« voleur ni un traître ! »

Le passage que nous venons de citer est emprunté au discours prononcé par Jules Ferry, Président du Conseil à la séance de la Chambre des Députés du 5 Novembre 1881 (1).

A la séance du 9 Novembre, car les débats sur la Tunisie, durèrent 5 longues journées, Jules Ferry, au sujet de l'affaire Bône-Guelma, n'eut pas peur de s'attaquer directement à celui qui devait être le célèbre « Tigre ». « L'hono-

(1) V. officiel du 6 novembre 1881.

« rable M. Clémenceau, a dit hier, au sujet de la conquête  
« économique de la Tunisie, des choses qui m'ont surpris.  
« A voir la façon dont il poursuivait les sociétés et les capi-  
« talistes qui vont porter leurs efforts et leur argent en  
« Tunisie, je croyais qu'il était l'adversaire de ce qu'on a  
« appelé la conquête économique de ce pays. Mais non ;  
« il s'en déclare partisan. Je me demande alors pourquoi  
« il entend interdire aux sociétés par actions, aux sociétés  
« qui peuvent avoir des actions susceptibles d'être cotées  
« à la Bourse, d'entreprendre en Tunisie des affaires d'un  
« grand intérêt exigeant de grands capitaux. De deux cho-  
« ses l'une : il faut blâmer, rejeter comme indigne d'oc-  
« cuper, la Chambre et le pays, ce qu'on appelle la con-  
« quête économique d'une région voisine de nos posses-  
« sions algériennes ; ou bien il faut accepter que les capi-  
« talistes et les sociétés qui entreprennent de fonder là-bas  
« des chemins de fer, des banques, des crédits fonciers et  
« autres entreprises semblables, sont des collaborateurs de  
« la conquête économique et non pas des coupeurs de  
« bourses qui ne méritent que le mépris et la colère du  
« Parlement (Très bien ! à gauche).

« On dirait que l'honorable M. Clémenceau se raitte-  
« che à l'école politique et sociale qui a été représentée  
« un instant à cette tribune, dans la discussion d'hier, par  
« l'honorable M. Talandier. M. Talandier est un grand  
« partisan de la protection de nos nationaux à l'étranger  
« il veut bien qu'on protège les nationaux, mais pas les  
« ploutocrates, comme il les appelle, les capitalistes ; non  
« pour eux, il ne veut pas de protection ! Les ploutocrates  
« nous rongent, les ploutocrates nous dévorent, ne les  
« protégeons pas ; repoussons du pied toutes les sociétés  
« financières ; ce n'est pas autre chose que des sociétés de

« capitalistes qui portent les capitaux français à l'étranger !  
« M. Clémenceau ne se sert pas du même langage, mais  
« il est aussi dur pour les ploutocrates que l'honorable M.  
« Talandier ; et, parmi les ploutocrates, la Société de Bône-  
« Guelma a particulièrement attiré l'animosité et les paroles  
« sévères de l'honorable M. Clémenceau ».

Jules Ferry est obligé de justifier pourquoi le Gouvernement français est obligé de soutenir la compagnie française qui, à la porte même de l'Algérie, a obtenu la « concession d'une ligne de Chemin de Fer, allant de Tunis à la frontière Algérienne. Il a dû rappeler que cette concession avait été primitivement accordée à une Compagnie Anglaise. C'est après la défaillance de cette première entreprise et malgré les efforts contraires d'une société Italienne la Rubattino que la Société française avait obtenu la ligne en question.

Cet incident nous montre pris sur le vif les conflits d'intérêt qui peuvent mettre aux prises les nationaux de pays divers dans l'obtention de concessions fructueuses dans des régions non encore développées comme l'était la Tunisie à cette époque.

Les critiques des socialistes sincères quand ils sont anti-colonialistes, par conséquent anti-capitalistes, ont un certain sens. C'est du moins un système cohérent. Mais celui de ce Talandier qui oppose les petits capitalistes, petits actionnaires aux ploutocrates, constitue de la démagogie pure et simple. Ce parlementaire ignorait très certainement que les grandes sociétés par actions sont constituées par ces milliers de petits actionnaires. En somme tout capitalisme qui est une mauvaise chose l'est autant quand il est constitué d'un agrégat de petites bourses que par quelques gros barons de la Finance. Les gagne-petit sur lesquels

on s'épanche avec tant de lyrisme ne sont pas plus humanitaires au fond que les grands brasseurs d'affaires. L'appât du gain n'est pas fait pour mettre en lumière les « valeurs morales ».

Quoiqu'il en soit de ce conflit d'idées, retenons l'expression de Jules Ferry appliquée à la Tunisie « la conquête économique de cette région ».

A ce point de vue, il fut un précurseur puisque c'est la conception de la conquête économique qui a été celle préconisée au Maroc. N'a-t-on pas dit aussi d'ailleurs, toujours à propos du Maroc que la France poursuivait « la tunisification de ce pays ».

Toujours comme précurseur, nous voyons que Jules Ferry, à propos du Chemin de Fer du Sénégal, de la ligne de Dakar à Saint-Louis, puis au Niger, en fit voter en 1881 le premier tronçon. Faisant sienne l'opinion du Colonel Desbordes, il soutenait que le chemin de fer est dans les pays neufs un moyen de ravitaillement d'une économie incontestable.

La voie ferrée « diminue dans des proportions inouïes, fabuleuses, les dépenses de transport dans un pays qui n'est pas autre chose qu'un désert ». Poursuivant son argumentation, il dit encore : « Monsieur le colonel Desbordes ajoutait que le chemin de fer constitue, en outre, « un moyen de défense particulièrement économique, le « même qui nous a si admirablement réussi dans le Sud « oranais : comme vous le savez, si nous arrivons à assurer, « avec de moindres forces, et de moindres dépenses la défense du Sud oranais, c'est à l'aise des chemins de fer « posés dans le désert, que l'on voudrait nous faire abandonner. » (Réclamations à droite).

Au cours de ce débat qui fut fort vif et où intervint encore Georges Clémenceau la Chambre des Députés rejeta l'ajournement du projet de Chemin de Fer par 241 voix contre 216. C'est en grande partie à l'opiniâtreté de Jules Ferry que la France n'a pas abandonné un matériel en bon état de 4.500.000 francs et perdu 16 millions déjà dépensés pour les travaux du chemin de fer et cela pour économiser les 8 millions qui étaient nécessaires à l'achèvement du premier tronçon de 133 kilomètres.

Laissant un peu de côté la Tunisie, nous avons voulu montrer comment Jules Ferry a fait œuvre utile en Afrique occidentale pour les intérêts français en même temps qu'œuvre humanitaire. En effet dans ces régions quasiment désertiques qui ne sont pas très peuplées, c'est à dos d'homme que s'effectuent les transports. Le portage, au dire de certains spécialistes a fait au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, proportionnellement autant de mal aux populations africaines que la traite aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles. Jules Ferry n'ignorait pas tout cela ; son action a été des plus heureuses dans cette direction où elle a tracé la voie à ses successeurs.

Sur la question des relations douanières de la France avec ses colonies et les pays de protectorat, Jules Ferry a montré un libéralisme économique qui avoisine avec celui du Second Empire. Certes, il n'a pas été libre échangiste comme l'avait été Napoléon III. Averti comme il l'était des nécessités économiques nouvelles dans lesquelles se débattait la France après 1870, il sentait la nécessité des mesures de protection douanière. Mais il entendait que dans les relations de la métropole avec les pays qui lui étaient soumis colonies ou protectorats, les produits de ces pays devaient bénéficier d'avantages tout particuliers, s'ils n'étaient pas entièrement assimilés aux produits métropolitains.

C'est ainsi qu'à ce point de vue, l'Algérie, bien avant les décrets de rattachement qui datent de 1886, bénéficiait déjà d'une situation toute de faveur. Après le rattachement, ce fut l'assimilation douanière complète.

Il résultait même de cette situation nouvelle faite à l'Algérie que la Tunisie était dans une position assez paradoxale à laquelle Jules Ferry, quoique simple parlementaire, contribuait à mettre fin. En effet, au cours de la séance de la Chambre des Députés du 1<sup>er</sup> mars 1888 (1) Jules Ferry qui revenait de faire une nouvelle visite à la Régence signale que « si les céréales tunisiennes, dégagées de tout « droit d'exportation, pénètrent en Algérie, sur la terre « française, par la voie de terre, elles ne payent pas de « droit, tandis qu'elles sont assujetties, au contraire, au « droit du tarif général si c'est par la voie de mer qu'elles « y arrivent ».

C'était en effet la conséquence du régime commercial introduit en 1867 entre l'Algérie et la Tunisie qui assurait aux provenances de la Régence, arrivant par voie de terre, la pleine franchise de droits.

Sur cette question des droits appliqués à la Régence, il ajoutait : « je serai heureux que M. le Ministre des « Affaires Etrangères, comme il nous en a donné l'espérance, voulut bien au plus tôt déposer sur le bureau de « la Chambre le projet de loi tendant à accorder aux produits tunisiens l'entrée en franchise sur toute terre française. (Très bien !).

« Moi aussi, messieurs, je suis protectionniste, mais je « n'admets pas les barrières intérieures entre des parties

(1) V. officiel du 2 mars 1888.

« ou des dépendances de la même patrie ; et j'estime que  
« celle-ci doit être supprimée ».

Au cours de cette même séance, répondant à l'objection couramment faite que la France qui n'a pas un excédent de population ne saurait coloniser, Jules Ferry précise :  
« pour coloniser il suffit d'avoir un excédent de capitaux.  
« Savez-vous, messieurs, depuis trois ou quatre ans, combien d'hectares de terres ont été achetés par des Français  
« et mis en culture ? 300.000 hectares. Et combien de capitaux ont été dépensés sur ces terres, en dehors du prix  
« d'acquisition, en installations et en améliorations agricoles ? Il m'a été donné d'en pouvoir recueillir, d'une  
« main très compétente, qui avait fait ce travail dans  
« les meilleures conditions d'information, un compte détaillé. Eh bien ! au mois d'avril dernier, les Français  
« qui avaient acheté ces 300.000 hectares de terres y avaient  
« dépensé tout près de 12 millions en améliorations agricoles ».

M. Camille Pelletan. — « Et l'agriculture française se  
« plaint du manque de capitaux ! »

M. Jules Ferry. — « L'objection de l'honorable M.  
« Camille Pelletan, est-ce bien une objection ? mais enfin  
« l'observation de l'honorable M. Camille Pelletan n'est  
« pas, j'imagine, un argument contre la colonisation. Les  
« capitaux sont libres de se porter là où ils veulent ; s'ils  
« ne s'étaient pas portés vers l'agriculture tunisienne, ne  
« croyez pas qu'ils fussent restés à la disposition de l'agriculture française. Il y a de très bonnes raisons pour que  
« les capitaux qui sont à la recherche d'une grosse rémunération — on ne passe la mer, on ne s'expatrie qu'en  
« vue de gros profits — il y a de très bonnes raisons pour  
« que ces capitaux se portent sur le sol tunisien. Savez-

« vous, messieurs, quel était le rendement moyen de cette  
« terre merveilleuse, son rendement de céréales à l'hec-  
« tare ? Six hectolitres ! Pas davantage. Vous voyez qu'il  
« y a de la marge pour les améliorations agricoles, et des  
« profits à espérer pour les capitaux... » (Mouvements  
divers).

A droite. — « Vous vous trompez : vous voulez dire  
« 60 hectolitres ! »

M. Jules Ferry. — « Mais non ! six hectolitres. Mes-  
« sieurs, cela vous étonne, parce que vous songez à vos  
« cultures de France, qui produisent 12, 14 à 15 hecto-  
« litres dans les terrains médiocres mais la moyenne de  
« rendement en Tunisie est de six hectolitres à l'hectare.  
« M. de Lanessan est là pour appuyer mon dire : il a fait  
« ce travail et c'est dans dans son rapport que ce chiffre  
« est inscrit ».

A droite. — « 6 hectolitres de quoi ? »

M. Jules Ferry. — « Je parle de rendement de blé ! »

A droite. — « A l'hectare ? »

M. Jules Ferry. — « Mais oui ! Cela vous prouve que  
« la culture en Tunisie est dans l'enfance, que les Tuni-  
« siens ne savent pas cultiver ».

M. Lucien de la Ferrière. — « Votre chiffre doit être  
« erroné ; il est certainement au-dessous de la vérité : ce  
« sont des terres vierges qui doivent rapporter davantage,  
« ou alors elles sont très mal cultivées.

M. de Lanessan. — « Vous voulez dire que, quoique  
« très mal cultivées, ces terres rapportent encore 6 hecto-  
« litres à l'hectare ».

M. Dautresme, ministre du commerce et de l'indus-  
trie. — « Et que, très mal cultivées, elles rémunèrent ce-  
« pendant les capitaux ».

M. Jules Ferry. — « Oui, très mal cultivées, nous nous entendons bien. Je dis que la culture arabe ne tire, en moyenne, d'un sol magnifique, que six hectolitres par hectare, ce qui est infiniment peu, et c'est pour cela que l'agriculture française et les capitaux français entrevoient là-bas de si grands horizons. Il me semble que cela est bien clair. (Oui ! oui ! très bien) ».

M. Lucien de la Ferrière. — « Par mon observation, j'abondais dans votre sens. Ce rendement m'étonnait, mais il s'explique par la mauvaise culture des terres ».

M. Jules Ferry. — « C'est cela, et je suis heureux que vous m'ayez donné l'occasion de faire comprendre clairement toute ma pensée. Et l'on pourra tirer de ces mêmes terres des rendements quintuples, croyez-le bien, sans y faire de très grands frais. Nos colons, messieurs, sont nombreux, ils ne sont pas découragés — car le nombre s'en accroît chaque jour — ce ne sont pas de petits propriétaires. Je ne sais pas si l'heure de la petite colonisation, de la petite propriété, sonnera un jour pour la Tunisie ; pour le moment, tout le monde estime que c'est un pays de grande et moyenne culture, très différent de la colonisation de la grande Kabylie, de la vallée de Sébaou, par exemple, où fleurit la petite propriété. Par conséquent, on n'y doit pas aller si l'on ne possède pas un certain capital. La Tunisie doit être considérée, jusqu'à nouvel ordre comme une colonie de capitaux ».

Nous n'avons pas su résister au plaisir de reproduire ici in-extenso, toute cette discussion si vivante, qui montre bien les confusions qui peuvent se produire même dans l'esprit des hommes les plus avertis de l'agriculture, comme l'étaient ces Députés dont nous avons reproduit, à dessein, les interruptions. Que penser des parlementaires ignorant des questions discutées devant eux à la Tribune.

Mais ce n'est pas encore au Parlement que Jules Ferry a pu donner libre cours aux vues magistrales, en quelque sorte prophétiques que sa grande intelligence lui faisait pressentir de l'évolution économique des grands peuples modernes. Dans la préface qu'il a donnée en Avril 1890, à l'ouvrage de M. Léon Sentupéry « Le Tonkin et la mère-patrie », il montre que la politique coloniale dans laquelle se sont engagés les grands peuples modernes, même l'Allemagne, qui y était jusque-là réfractaire est le résultat d'une nécessité économique.

« La politique coloniale, dit Jules Ferry dans cette  
« préface, est fille de la politique industrielle. Pour les  
« États riches, où les capitaux abondent et s'accumulent  
« rapidement, où le régime manufacturier est en voie de  
« croissance continue, attirant à lui la partie sinon la plus  
« nombreuse, du moins la plus éveillée et la plus remuan-  
« te de la population qui vit du travail de ses bras — où  
« la culture de la terre elle-même est condamnée pour se  
« soutenir à s'industrialiser — l'exportation est un facteur  
« essentiel de la prospérité publique, et le champ d'emploi  
« des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à  
« l'étendue du marché étranger. S'il avait pu s'établir entre  
« les nations manufacturières quelque chose comme une  
« division du travail industriel, une répartition méthodi-  
« que et rationnelle des industries, selon les aptitudes, les  
« conditions économiques, naturelles et sociales des diffé-  
« rents pays producteurs, cantonnant ici l'industrie coton-  
« nière et là la métallurgie, réservant à l'un les alcools et  
« les sucres, à l'autre les lainages et les soieries, l'Europe eût  
pu ne pas chercher en dehors de ses propres limites les  
« débouchés de sa production. C'est à cet idéal que ten-  
« daient les traités de 1860. Mais tout le monde aujourd'hui

« veut filer et tisser, forger et distiller. Toute l'Europe  
« fabrique le sucre à outrance et prétend l'exporter. L'en-  
« trée en scène des derniers venus de la grande industrie :  
« les Etats-Unis, d'une part, l'Allemagne, de l'autre;  
« l'avènement des petits-Etats, des peuples endormis ou  
« épuisés, de l'Italie régénérée, de l'Espagne, enrichie par  
« les capitaux français, de la Suisse, si entreprenante et si  
« avisée, à la vie industrielle, sous toutes ses formes, ont  
« engagé l'Occident tout entier, en attendant la Russie,  
« qui s'apprête et qui grandit sur une pente que l'on ne  
« remontera pas ».

Dans ce passage, Jules Ferry voyait très juste. On peut dire pour reprendre un mot célèbre que si le présent est gros du passé, il l'est encore davantage du futur qu'il récite dans ses flancs. Toutes les crises économiques que le monde a connues depuis cette époque y compris celle dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui ne sont-elles pas la conséquence de cet état de choses.

Jules Ferry voyait pour son Pays un remède, c'était la conquête économique des pays sur lesquels flottait le drapeau français. Son idée était que : « le système protec-  
« teur est une machine à vapeur sans soupape de sûreté,  
« s'il n'a pas pour correctif et pour auxiliaire une saine  
« et sérieuse politique coloniale ». Il aboutissait en somme à préconiser une mise en valeur intelligente des colonies. C'est l'œuvre à accomplir qu'il laissait à ses successeurs, œuvre brillante et féconde qu'il n'a fait qu'entrevoir et que nous ne pouvons aborder ici.



## CONCLUSION

---

Jules Ferry qui a contribué plus que personne sous la III<sup>e</sup> République à l'essor colonial de la France, n'a pas eu, comme on le sait, la satisfaction de voir l'achèvement de son œuvre. Cela est regrettable à bien des points de vue : tout d'abord, pour les retouches ou les améliorations à y apporter et ensuite, pour se faire rendre justice.

Jules Ferry a disparu bien trop tôt à la fois de la scène politique et de la vie même pour qu'il eut cette double satisfaction. Cependant, au cours des années qui suivirent sa chute imméritée du pouvoir pour l'affaire de Lang-Son, il visita à diverses reprises l'Algérie et la Tunisie à la tête de commissions parlementaires. Cela lui permit d'intervenir plusieurs fois comme simple parlementaire dans les débats qui s'instituaient sur les questions coloniales. C'est ainsi que nous avons montré au cours de cette étude, l'autorité qui s'attachait à ses interventions, notamment au sujet du développement de l'agriculture et du commerce en Tunisie et sur la bonne administration de l'Algérie.

C'est ainsi que Jules Ferry s'extasie sur le fonctionnement de la « commune mixte ». Il trouve admirable qu'un simple fonctionnaire civil aidé d'un ou de deux administrateurs et de quelques cavaliers arabes, puisse gouverner de vastes étendues peuplées de tribus de 50.000, 60.000, voire de 100.000 arabes. C'est de l'administration fait-il constater, faite à peu de frais et qui n'en est pas moins très sûre. Puis il franchit, en simple touriste, la frontière Tunisienne. Et, dit-il à ses collègues de la Chambre :

« Je salue ce qui est notre rêve colonial à tous, Messieurs,  
« une colonie, non pas la vieille colonie de fonctionnaires  
« que vous avez raison de combattre et de répudier, mais  
« une colonie où il n'y a pas en quelque sorte de fonc-  
« tionnaires ».

En effet, ce à quoi aspire Jules Ferry, ce qui est son  
« rêve », c'est que l'Administration française ne soit pas  
lourde aux épaules de ces populations souvent rudimen-  
taires qui ne sauraient supporter le poids des impôts dont  
sont accablés les habitants de la métropole, car, ainsi que  
l'a montré M. le Professeur Maunier (1) avec une richesse  
d'expressions inégalée, ce qui est le plus dur à l'indigène  
africain bien moins évolué que l'Arabe ou l'Annamite,  
c'est la réglementation qui l'étouffe et le tue littéralement  
après avoir été ruiné par l'impôt.

Comment donc faire accepter la domination française  
à ces peuples de couleurs si bigarrées et si différents intel-  
lectuellement ? C'est, répond Jules Ferry, en leur appor-  
tant la justice et la civilisation. Mais là encore, comme il  
le fait remarquer dans le rapport de la commission sénat-  
oriale que nous avons étudié longuement et dont nous  
avons reproduit maints passages, en ayant soin de chercher  
à déchiffrer le secret de l'âme indigène et en ne se conten-  
tant pas de lui appliquer tout de go les institutions fran-  
çaises pas plus que les habits français qui ne sont pas à sa  
taille. Donc, civiliser ici aura le sens de faire évoluer ces  
populations dans un cadre français certes, mais selon leur  
rythme propre, tout en respectant leurs coutumes dans

(1) Citons tout son chapitre ix, Effets du contact des races. —  
Opposition p. 119 et suivantes.

tout ce qu'elles n'ont point toutefois de contraire à la plus élémentaire humanité.

Au cours de ce voyage en Algérie effectué en 1890 avec la commission sénatoriale dont nous venons de parler, Jules Ferry a montré que sur certaines questions la France avait marché un peu trop vite et qu'il y avait lieu de réviser certaines données apportées à un programme d'assimilation trop hâtif.

Il ne craignait pas de dire que c'était « le sentiment général qui se dégage pour votre commission d'une étude déjà longue et approfondie du problème algérien. Il n'est peut-être pas une seule de nos institutions, une seule de nos lois de Continent qui puisse sans des modifications profondes, s'accommoder aux 272.000 français, aux 219.000 étrangers, aux 3.267.000 indigènes qui peuplent notre empire algérien ».

Il ne faut donc pas assimiler en bloc, il ne faut pas se laisser prendre au mirage de cette « métaphore patriotique » appliquée à l'Algérie, que c'est « le prolongement de la France ». Il faut y procéder non pas par révolution, mais par voie d'évolution. Il préconise donc l'association par la coopération avec l'indigène.

S'il en est ainsi pour l'Algérie, toute proche du continent européen, combien cette nécessité d'une évolution lente mais toujours active et persévérante doit être appliquée pour des colonies aussi éloignées que le Tonkin par exemple.

Pour une entreprise d'aussi longue haleine, la France aura-t-elle les hommes nécessaires à qui confier l'administration de ses vastes territoires ? Dans son rapport sur l'Algérie, Jules Ferry nous a montré qu'on avait trouvé le fonctionnaire nécessaire en l'administrateur civil de la

commune mixte. Dans sa préface de « Tonkin et la mère-patrie, que nous avons citée, il loue la « tenacité des colons, si peu encouragés souvent », puis, « l'intelligente énergie de quelques résidents civils et il constate enfin « l'ouverture d'esprit d'un certain nombre de chers militaires, qui ne sont pas seulement des hommes de guerre, et qui savent être aussi des administrateurs et des colonisateurs ».

Dans ces quelques lignes en quelque sorte prophétiques, Jules Ferry prévoyait l'œuvre des grands chefs militaires que la France mettrait par la suite à la tête de ses grands territoires d'outre-mer, tels un Galliéni à Madagascar, un Lyautey au Maroc.

Au Parlement, là où l'œuvre de Jules Ferry a été le plus combattue et où elle ne sera peut-être jamais appréciée à sa juste valeur, il a fait pourtant école.

Parmi ses contemporains même, il a rencontré un Paul Bert, qui fut ministre alors qu'il était président du Conseil, mais, ce qui est mieux, fut toujours vis-à-vis de lui un bon, sérieux et fidèle ami. Paul Bert a inauguré en Indochine, l'ère des grands gouverneurs généraux. Il fit beaucoup pour cette colonie. Après lui nous rencontrons le regretté président Paul Doumer, et enfin plus près de nous un Albert Sarraut, qui a déjà beaucoup fait pour la France coloniale et dont les ouvrages (1) sont autant de révélations pour le lecteur ignorant de ces questions.

En Algérie, après le gouverneur général Albert Grévy, dont Jules Ferry a vivement apprécié l'œuvre d'organisation de l'administration civile algérienne, la France a eu d'excellents gouverneurs. Parmi les plus connus et ceux qui restèrent le plus longtemps à la tête de cette colonie, on peut citer le gouverneur Jonnard.

(1) V. notamment « Grandeur et servitude coloniales ».

Du côté des hommes politiques que l'Algérie a donnés à sa métropole, on trouve Eugène Etienne, René Viviani, pour ne citer que les plus célèbres. Mais Eugène Etienne a joué un rôle de tout premier plan dans la politique coloniale de la France avant 1914. Son œuvre a été considérable. Il n'a malheureusement touché le grand public comme a pu le faire un Albert Sarraut, qui est un homme politique doublé d'un grand écrivain. Sa dernière œuvre « Grandeur et Servitudes Coloniales » nous le montre au même titre qu'Eugène Etienne disciple et continuateur de Jules Ferry.

Albert Sarraut qui est un grand penseur ne craint pas d'envisager le problème colonial moderne sous tous ses aspects. Il montre que l'Europe qui a fait la conquête de l'Asie et de l'Afrique a attaché définitivement à son propre sort l'avenir de toutes ces populations.

Cet ancien Gouverneur Général, depuis plusieurs fois ministre de la République, ne montre pas l'étonnement et l'amertume de Gabriel Hanotaux, en présence de l'agitation et du bouillonnement qui se manifestent dans les possessions françaises : « Qui eût dit (1) aux créateurs de la fondation coloniale, honneur de la Troisième République, qu'avant que les derniers d'entre eux eussent disparu de la scène, le principe et la valeur de leurs entreprises seraient soumis au jugement et au contrôle des peuples sur lesquels ils prétendaient étendre leur protection ! Les défunts seraient confondus s'ils savaient où nous en sommes ».

M. Albert Sarraut déclare : « En persévérant (c'est le mot employé couramment par Jules Ferry) selon l'esprit

(1) Déclaration de Gabriel Hanotaux citée par Albert Sarraut, *cod. op.*, p. 283.

de son inspiration humaine, notre pays doit surmonter les obstacles qu'il y rencontre concilier les conflits qu'y suscitent les contradictions des mentalités. Celles-ci ne sont pas formellement irréductibles ».

Jules Ferry disait la même chose : les nouveaux sujets de la France ne sont pas des « éternels irréconciliables ! » La grande guerre de 1914 au cours de laquelle un million de combattants indigènes sont accourus à l'aide de la France, leur mère-patrie, le prouve péremptoirement. L'homme ne doit jamais désespérer de l'avenir. Un grand pays qui a déjà fait ce qu'a fait la France et qui recèle en ses flancs tant d'énergie, peut traverser toutes les crises, qu'elles soient politiques ou économiques, comme celle que nous traversons aujourd'hui.

Vu et permis d'imprimer,

*Le Recteur de l'Académie de Paris :*

CHARLEY.

*Vu : le Doyen,*

E. ALLIX.

*Vu : le Président de la Thèse,*

ROGER PICARD.

## BIBLIOGRAPHIE

---

Discours et opinions de Jules Ferry, publiés avec des notes et commentaires par Paul ROBIQUET. Tome IV in fine et V. Armand Colin, 1897 (7 Vol.).

FERRY Jules. — *Le Gouvernement de l'Algérie*. Armand Colin et Cie, 1892 (tirage à part du Rapport de la Commission Sénatoriale de l'Algérie), Paris, 1890.

FERRY Jules. — Lettres publiées par Eug. Jules Ferry, Paris, Calman-Lévy, 1914.

*Les Affaires de Tunisie* (J. Hetzel et Cie, éditeurs).

BOURGEOIS Emile. — *Manuel d'Histoire Diplomatique*.

DEBIDOUR. — *Histoire Diplomatique*.

HANOTAUX Gabriel. — *Histoire de la France contemporaine*.  
Tome IV. La République Parlementaire.

MAUNIER René. — *Sociologie Coloniale* (Leviton et Cie, 1933).

POTTECHER. — *Jules Ferry*.

Livre Jaune. 3 Livre Jaune. Documents diplomatiques.  
(Affaire de la Chine et du Tonkin, 1884-1885).

DESCHAMPS L. — *Histoire de la Question Coloniale en France* (jusqu'à l'Empire).

GUÉNIN G. — *L'épopée coloniale de la France racontée par les contemporains* (recueil de textes).

*La politique républicaine*, Alcan (chapitre de Demangeon sur la politique coloniale).

WEILL G. — *Histoire du mouvement social en France* (pour le socialisme).

LOUIS P. — *Le Colonialisme* (pour le socialisme).

BLUM Léon. — *Les congrès ouvriers* (pour le socialisme).

SARRAULT Albert. — *La mise en valeur des colonies françaises*. Payot, 1923.

— *L'Indochine*. Firmin-Didot, 1930.

— *Grandeurs et servitudes coloniales*. Ed. du Sagittaire, 1931.

SENTUPÉRY Léon. — *Le Tonkin et la Mère-Patrie* avec préface de Jules Ferry, Paris. Havard, 1890.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION .....                                                                                        | 5   |
| PREMIÈRE PARTIE                                                                                           |     |
| LE MILIEU                                                                                                 | 19  |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le milieu économique</i> .....                                                     | 21  |
| CHAPITRE II. — <i>Le milieu politique</i> .....                                                           | 24  |
| CHAPITRE III. — <i>Le milieu international</i> .....                                                      | 45  |
| DEUXIÈME PARTIE                                                                                           |     |
| LA DOCTRINE                                                                                               | 60  |
| CHAPITRE IV. — <i>Les idées coloniales de l'ancien régime</i> .....                                       | 61  |
| CHAPITRE V. — <i>Les atteintes au système de « L'Exclusif » et sa disparition sous Napoléon III</i> ..... | 69  |
| CHAPITRE VI. — <i>Les conceptions politiques de Jules Ferry en matière coloniale</i> .....                | 75  |
| CHAPITRE VII. — <i>Les conceptions économiques de Jules Ferry</i> .....                                   | 89  |
| CONCLUSION .....                                                                                          | 103 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                       | 109 |





